Vol. 4 No. 35 • Du 16 au 22 mars 2011

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ARISTIDE DE RETOUR EN HAÏTI!

Voir page 4



Aristide reviendra sous peu avec sa famille. De toutes les façons, ce sera un retour officiel et définitif. Tout est fin prêt pour le recevoir le jeudi 17 Mars 2011

20 MARS : LE PEUPLE DOIT DIRE NON

Voir page 4

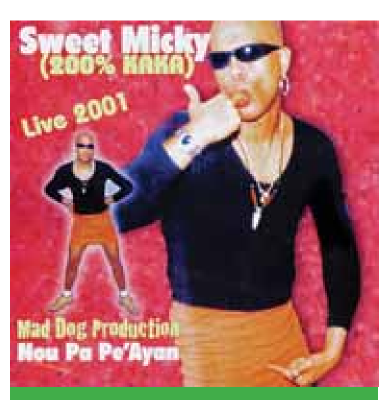


Jean Bertrand Aristide pointe à l'horizon du ciel d'Haïti. Tout compte fait, le peuple haïtien dit NON au 20 mars! NON à l'ingérence internationale et au diktat de Edmond Mulet! NON à une catastrophe politique qui va hypothéquer l'avenir du pays!



Manigat ou Martelly, lequel est le joker de la Communauté internationale ?

Page 7



Pleins feux sur la candidature de Michel Martelly

Page 8



De Suharto à Moubarak: l'histoire se répète ?

Page 10



Le PC irakien victime de la répression politique

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

La voie de la dignité: Boycottage et Unité !

Par Jacques Elie Leblanc

Nous sommes à quelques jours du second tour des pseudo-consultations populaires du 20 Mars 2010, alors que nous constatons une certaine indifférence à l'égard des agitations de ces deux laquais des puissances occidentales. Il n'y a pas à le cacher, la campagne électorale est tout à fait discréditée. Le peuple lui-même considère les candidats comme des fantoches.

Quelle est la cause de cette désaffectation? Cette désaffectation, il n'y a pas de doute, rejoint celle qui frappe toutes nos institutions nationales. Elle est un signe de cette crise morale que nous dénonçons depuis belle lurette.

Mais il y a aussi des causes immédiates: l'insécurité ambiante; le refus de reconnaître au peuple haïtien le droit à l'autodétermination; la certitude que l'on a que les élections ne seront pas inclusives, honnêtes, démocratiques et libres ; non dans le sens que le gouvernement aura ses propres candidats, mais en celui qu'il pourrait se saisir des urnes et qu'il n'hésite point à user de violence et de fraude pour assurer le succès des candidats officiels.

Entre parenthèse, nous ne sommes pas de ceux-la qui rêvent de voir le Gouvernement se désintéresser des élections comme si d'ailleurs il le pouvait, alors que les résultats de celles-ci doivent avoir une influence directe et déterminante dans une certaine mesure sur la politique générale.

Il y a encore à ajouter que la désaffectation provient aussi de la condamnation de la politique du gouvernement, puisque cette politique ne sert que d'asservissement et de corruption à des organisations populaires, des forces syndicales, de contingentement des libertés publiques, de prévarication, de soumission totale à l'impérialisme Américain et Français et de méconnaissance absolue des problèmes essentiels de ce pays camouflée sous un vocable de « reconstruction nationale ».

Depuis 1986, des puissances mondiales s'acharnent contre notre pays. Contre lui une bataille est engagée par ces géants. Ils pensaient qu'ils allaient parvenir à mettre le peuple à genoux en quelques mois. Cependant, l'élan vers la démocratie, vers la liberté et la volonté indéfectible d'aller de l'avant, a été plus fort que les dollars et les engins de mort.

Nous sommes en face d'un dilemme. Les deux aspirants au fauteuil présidentiel sont dépourvus d'actes et de foi pouvant témoigner de leurs caractères propres à les recommander à cette haute fonction à cette heure délicate de notre vie nationale. Leurs programmes sont des programmes de fantaisies qui font penser à des facéties de foires.

Cependant, le peuple ne leur pardonnera pas, car il sait ce qu'il fait. Il sait que les élections du 28 novembre n'étaient pas libres et que les résultats du scrutin n'étaient pas leur choix, mais plutôt celui de la Communauté internationale.

Il faut secouer l'apathie de la nation pour qu'elle rejette le joug étranger et punisse les faux frères qui trahissent. L'idée révolutionnaire doit pénétrer les couches les plus profondes de notre structure sociale pour que le peuple tout entier s'oppose à cette honteuse mise aux enchères. Le paysan, l'ouvrier, les progressistes doivent comprendre que leur libération exige le triomphe de la révolution. Ils ne peuvent plus permettre le retour de la dictature qui dans le passé a protégé les trafiquants. Alors, c'est à nous de la presse libre et non achetable de désigner du doigt ceux qui auront mis la république à l'encan.

Et comme l'ordre social bourgeois est incapable de coexister quelques temps avec la démocratie, ce serait à une autre dictature fasciste que nous aboutirons un jour ou l'autre. La présence de Jean Claude Duvalier sur le terrain et la percée fulgurante et humiliante de Martelly sur la scène politique sont les signes avant-coureurs des actions néfastes à venir.

C'est une question de souveraineté et de dignité qui est à l'ordre du jour. Il ne faut pas que soit encore escamotée la confiance du peuple que des défenseurs improvisés qui de tout temps ont pataugé dans les mauvaises gamelles, s'arrogent aujourd'hui le droit de vouloir atténuer l'enthousiasme naïf d'une classe qu' ils ont toujours ignorée, au bénéfice de leurs seules ambitions personnelles

Entre des lignes de pensée où il n'existe de différence, en mettant les choses au pire, que des nuances, on ne voudra peut-être jamais s'entende pour ne pas s'entredéchirer inutilement. En le faisant, on ferait là que le jeu de l'adversaire, local et international qui déjà est repassé à l'offensive pour nous porter longtemps encore des coups douloureux, si nous demeurons divisés.

Le boycottage du second tour devient notre mot d'ordre. La constitution d'un front-uni s'avère aussi indispensable. L'union révolutionnaire que nous proposons doit faire bloc pour rassembler vite sous ses bannières les avant-gardes du prolétariat, de la Jeunesse universitaire, des partis et organisations de gauche et toutes les organisations démocratiques où la cohésion et l'unité deviennent une nécessité.

L'heure de la grande bataille pour la libération des masses a sonné. De partout monte la puissante symphonie des exploités et des crucifiés. Allons! Serrons les rangs. Créons un nouvel ordre social.

Sur les ruines calcinées et fumantes d'une civilisation agonisante, élevons l'édifice d'une civilisation fondée sur le socialisme, soutenu par la solidarité, illuminé par la fraternité.

Les bandits continuent d'attaquer les policiers

Par Jackson Rateau

Mercredi 9 mars dernier, à Martissant 17, sud de Port-Au-Prince, Herby Désir, 25e promotion de la PNH, cameraman appartenant à la brigade de la PNH « Allo La Police », a été descendu de plusieurs balles par des bandits armés, alors qu'il s'apprêtait à regagner son domicile.

D'un autre côté, le même jour (mercredi 9 mars), à Saint Raphaël, dans le Nord, le policier Pierre Marcelin issu de la quinzième promotion de la PNH, a été criblé de plusieurs balles lors d'un échange de tirs entre des bandits armés et les policiers, alors que ces derniers avaient traqué les voleurs retranchés dans une vieille maison.

Décès de la romancière, dramaturge, Paulette Poujol Oriol


Paulette Poujol Oriol

L'écrivaine, dramaturge et metteure en scène, Paulette Poujol Oriol, est morte le vendredi 11 mars dernier à l'âge de 84 ans. Paullette P. Oriol est succombée des suites d'une crise cardiaque.

Née en 1926, Paulette Poujol Oriol est l'auteur du roman « Le Creuset » qui avait gagné le prix littéraire Deschamps en 1980. Elle était devenue par la suite, membre du jury de ce prix littéraire. Elle était aussi directrice d'étude à l'Ecole nationale des Arts (ENARTS). Elle est l'auteur et réalisateur du feuilleton radiophonique « Woy les Voilà » qui passait sur les ondes de la Radio Métropole chaque semaine, dans les années 80.

Grave accident sur la Nationale # 2

Le samedi 12 mars écoulé, dans la localité de Faugas, à 3 Kms de la ville des Cayes, s'est produit un terrible accident, faisant 15 morts et 24 blessés dont une douzaine dans un état très grave.

L'accident s'est produit quand un autobus surchargé, assurant le trajet Port-Au-Prince / Jérémie, a heurté de plein fouet une barricade faite d'énormes pierres, dressée su sur le profil en travers de la route au, niveau de la dite localité (Faugas). Ce blocage de la route sud a été provoqué, samedi, par des protestataires qui exigeaient leur intégration au personnel devant assurer la sécurité des mascarades électorales du 20 mars prochain.

Le pauvre peuple haïtien continue de payer de son sang les mascarades électorales en Haïti, celles qui ont eu lieu le 28 novembre 2010 et celles du dimanche prochain (20 mars 2011).

Marie Laurence J. Lassègue endosse Mirlande Manigat

Dans l'objectif de s'engager en campagne électorale de la candidate à la présidence Mirlande Hyppolite Manigat, la ministre de la culture du gouvernement Préval / Bellerive, Marie Laurence J Lassègue a écrit une lettre officielle à ses chef hiérarchiques, le président René Préval et le Premier ministre Jean Max Bellerive, leur annonçant sa mise en disponibilité jusqu'au mardi 22 mars 2011.

Le lundi 14 mars dernier, la ministre Lassègue, une ancienne responsable de l'organisation féministe « Fanm Yo La », a annoncé qu'elle se met à l'entière disposition de la candidate Mirlande H Manigat dans ses déplacements pendant les 3 derniers jours de la campagne électorale.


Marie Laurence J Lassègue

Madame Lassègue a disculpé son endossement à la candidate en raison du fait qu'elle est une femme expérimentée. Son engagement dans la lutte politique en Haïti et ses compétences sont autant de causes qui ont justifié l'engagement de la ministre dans la campagne de Mirlande H Manigat.

Cependant, si Marie Laurence J Lassègue, à travers l'organisation féministe « Fanm Yo La », va tenter de drainer un groupe de femmes vers Mirlande Manigat, pour la représentante de l'organisation « Femmes en Démocratie », Danielle Saint Lot, elle dirige ses amies féminines vers le vilain Sweet Micky Martelly.

Effondrement d'une église à Hinche

Dans l'après-midi du lundi 7 mars 2011, à Laby, 3e section communale de la commune de Aguadionde, Hinche, haut Plateau Central, un temple protestant appartenant au pasteur Iliobert Berçon , s'est effondré, faisant 6 morts dont 2 hommes et 4 femmes.

Les personnes décédées dans le désastre dont les funérailles ont été chantées le mercredi 9 mars dernier, répondent aux noms suivants : Vilfranc Joseph, Gina Saintil, Genita Joseph, Luforte Joseph, Islande Aly et Ilane Philippe.

Aristide de retour en Haïti !



Ira Kurzban



Marius Fransman



Mark Toner

Par Yves Pierre-Louis

Le retour définitif de l'ancien président d'Haïti, Jean Bertrand Aristide sera imminent au cours de cette semaine, avant un probable second tour des élections-farces du 28 Novembre 2010, c'est-à-dire avant le 20 mars. L'annonce de ce retour a été faite par un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères du gouvernement Sud-africain qui, depuis le début du mois de février dernier préparait le retour du président Aristide dans sa terre natale. Cette information a été confirmée par son avocat, Ira Kurzban qui a fait savoir que le retour de Jean-Bertrand Aristide deviendra une réalité à partir de cette semaine. Des personnalités internationales, des hommes politiques, mais également des artistes et autres pourraient accompagner l'ex-chef d'Etat haïtien, au cours de ce long voyage et pour une deuxième fois. Comme on dit souvent en Haïti « Ze a tounen nan vant poul la.»

Le samedi 12 mars dernier, l'avocat de Jean-Bertrand Aristide Ira Kurzban a clairement indiqué que son client, le président Aristide *« se dirige vers un retour en Haïti. Nous ne savons pas encore quand, mais, ce sera avant les élections. »*. Selon son avocat, le docteur Aristide est toujours resté préoccupé par la perception créée par son retour en Haïti, quelques jours avant le second tour de la mascarade du 28 Novembre 2010. Toutefois, il est encore plus inquiet sur la possibilité de ne pas être capable de revenir dans son pays natal après le déroulement des prétendues élections-nomination du 20 mars, si la nouvelle administration désignée par la communauté internationale, n'étant pas réceptive à son retour et pourrait aller jusqu'à révoquer son visa. *« Aristide n'a aucun intérêt à se mêler ou être impliqué dans les élections. Il n'a aucun intérêt à être impliqué dans la politique. Il veut rentrer chez lui, il a été en exil pendant sept ans»*, a précisé Ira Kurzban.

A Port-au-Prince, tout est fin prêt pour accueillir lavalassement l'ex-président Aristide. Les responsables de sa maison et d'autres institutions dont il était à l'origine de leur création ont mis la dernière touche à leur préparation à Tabarre. Il reviendra sous peu avec sa famille, son épouse et ses deux filles, de toutes les façons avant le 20 mars et ce sera un retour officiel et définitif.

Le vendredi 11 mars dernier, des centaines de partisans et sympathisants de Jean Bertrand Aristide se sont réunis à la Fondation Aristide pour la démocratie pour recevoir les dernières instructions des responsables. Quand la nouvelle est tombée, les gens étaient en pleine euphorie.

C'était une occasion pour la porte-parole d'Aristide, Maryse Narcisse, elle aussi de confirmer le retour du leader charismatique du peuple haïtien, dans sa plus large majorité.

Le porte-parole de la Commission permanente de Mobilisation de Fanmi Lavalas, quant à lui, Ansyto Félix a inscrit ce rassemblement dans la perspective du retour de son représentant national au niveau de l'Organisation politique Fanmi Lavalas. *« Nous allons dans quelques heures inviter la presse à couvrir le retour à la vie. »* a-t-il confirmé. Le retour à la vie, déclare-t-il, avant le 20 mars 2011. Pour les lavalassiens et la majorité du peuple haïtien, les pauvres d'Haïti, le retour d'Aristide va symboliser le retour à la vie, le retour au travail, à l'éducation, à l'alphabétisation, à la nourriture, à la santé, à la justice sociale, à la démocratie, à la reconstruction d'un pays ruiné par des catastrophes naturelles, comme celle du 12 janvier 2010, de l'importation de l'épidémie de Choléra au cours du dernier trimestre de l'année de 2010 par les soldats des forces d'occupation de l'ONU et également des catastrophes provoquées par les dirigeants qui se sont succédés après le coup d'Etat/Kidnapping du 29 février 2004, débouchant ainsi sur l'occupation d'Haïti par plus de 13 milles militaires et policiers étrangers. Après le 12 janvier, force était de constater le renforcement par la mise sous tutelle d'Haïti par le vote des parlementaires haïtiens sans scrupule d'une soi-disant loi d'urgence, à travers laquelle, une commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) a pris naissance.

Depuis ce coup d'Etat/Kidnapping impliquant directement de toute évidence les Etats-Unis, la France, le Canada et le bras armés de la Convergence démocratique, tant de dérives ont été enregistrées. Ce qui poussait au responsable civil des forces d'occupation étrangère, Edmond Mulet à dire pour justifier sa présence dans le pays : *« L'Etat haïtien n'existant pas, il faut créer un Etat. »*

Alors qu'il était là depuis sept ans. Qu'a-t-il fait ? Quel est son bilan ?

N'importe quel simple citoyen peut lui répondre de la manière suivante : la violation des droits de l'homme, l'injustice sociale, l'importation du choléra, l'impunité, la mise sous tutelle, l'invasion du pays par les ONG et autres. Le retour d'Aristide après plus de sept ans, ce sera un ouf pour la population des quartiers et des bidonvilles du pays tels : Cité Soleil, Bel Air, La Saline, Grand-Ravine, Martissant, Carrefour, Delmas, Solino, Saint-Martin et de toute la République.

En dernière heure, les Etats-Unis veulent à tout prix que le retour d'Aristide soit reporté de quelques jours. Le porte-parole du département d'Etat des Etats-Unis, Mark Toner a fait savoir que d'Administration d'Obama a demandé à Aristide de différer son retour et au gouvernement Sud-africain de formuler la même demande à Aristide *« Nous demandons instamment à l'ancien président Aristide de différer son retour jusqu'après l'élection [...] Un retour cette semaine ne peut être vu que comme le choix conscient d'avoir un impact sur les élections en Haïti »* a fait savoir Mark Toner.

. Le gouvernement Sud-africain a répondu dans ce sens : *« Ce n'est pas notre responsabilité, si l'Amérique considère qu'il doit y aller dans seulement deux semaines ou trois semaines ou quatre semaines »*. C'est ce qu'a déclaré le vice-ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud, Marius Fransman. Il a ajouté que *« si Washington a des problèmes avec ce retour, les Etats-Unis doivent en discuter avec le gouvernement haïtien »*. *Et le porte-parole de ce même ministère, Saul Molobi a précisé* : *« Les Etats-Unis n'ont pas pris contact avec nous à ce sujet. C'est tout ce que je peux dire. »*. Quant à l'avocat d'Aristide, maître Ira Kurzban, il a abondé dans ce sens : *« L'administration américaine devrait laisser cette décision au gouvernement démocratiquement élu d'Haïti plutôt que de chercher à dicter les conditions du retour d'un citoyen haïtien dans son pays. »*

Des rumeurs qui circulent faisant savoir que Aristide a déjà quitté l'Afrique du Sud depuis dimanche 13 mars, qu'il ferait escale dans plusieurs pays avant d'atterrir à l'aéroport Toussaint Louverture de Port-au-Prince le jeudi 17 mars, où des centaines de milliers de partisans l'attendront, pour lui dire bienvenue après sept (7) ans d'exil. Des banderoles, des T-shirt, des pancartes sont déjà là pour l'accueillir dès son arrivée à l'aéroport. De toute évidence tout est fin prêt pour le recevoir le jeudi 17 Mars 2011.

20 Mars 2011:
Le peuple haïtien doit dire NON!

Par Yves Pierre-Louis

Le second tour des élections-farces du 28 Novembre 2010 a déjà causé la mort de plusieurs personnes et d'autres se trouvent sur les lits de différents hôpitaux du pays, alors que la communauté Internationale croit toujours en sa réalisation. Désintéressé même le président de facto, René Préval a quitté le pays depuis le jeudi 10 mars 2011 pour Cuba, afin de se faire soigner et d'évaluer la coopération haïtiano-Cubaine.

Entre-temps, les candidats étaient en campagne entraînant des affrontements violents à travers le pays, alors que des Organisations se mobilisent pour sensibiliser le peuple haïtien au boycott, avec comme toile de fond le retour de l'ex-président haïtien, Jean Bertrand Aristide pointé à l'horizon du ciel d'Haïti. Tout compte fait, le peuple haïtien dit NON au 20 mars 2011, NON à l'ingérence internationale, au diktat de Edmond Mulet. Il dit NON à la catastrophe politique qui va hypothéquer l'avenir du pays et du peuple haïtien.

Alors que d'un autre côté, les responsables des forces d'occupation de l'ONU se disent confiants quant à la sécurité du probable scrutin, avec le déploiement de 8000 militaires et de 3,500 policiers environ : *« Nous allons travailler en appui à la police haïtienne. Je ne vois aucun risque majeur pour ce second tour de l'élection présidentielle. C'est certain que cela va être une période tendue, mais je ne pense pas que l'on aura de grands troubles civils. Nous avons une bonne coopération*

Suite à la page (15)

Cuba: Célébration de la journée de la presse



Ce lundi 14 Mars, en Haïti, à la résidence de l'Ambassadeur Cubain, à Péguy Ville, une rencontre s'est tenue entre des journalistes haïtiens et Cubains présents en Haïti

A Cuba, le 14 mars, on célèbre chaque année la journée de la presse cubaine. Ce lundi 14 Mars, en Haïti, à la résidence de l'Ambassadeur Cubain, à Péguy Ville, une rencontre s'est tenue entre des journalistes haïtiens et Cubains présents en Haïti. Les deux journalistes cubains, Juan Diego Nus Penalver, rédacteur du Journal Gramma, Nelson Rodriguez Clavero, Cameraman de la Télévision Cubana ont été introduits par la première secrétaire de l'ambassade de Cuba en Haïti, Liurka Rodriguez Barios.

Dans les échanges avec les journalistes haïtiens différents points ont été abordés : la structure, le fonctionnement, la liberté de la presse, l'éducation, la façon de travailler, l'éthique professionnelle et autres. Selon la secrétaire de l'ambassade, tous les journalistes sont regroupés dans une association : Union de la presse cubaine (UPC) qui organise son congrès chaque 5 ans. Elle a pris naissance après la révolution cubaine et sa présence à Cuba couvre tout le territoire. La liberté de la presse à Cuba est garantie. En plus des médias cubains, des radios communautaires, toutes les agences de presse internationales (européennes, américaines, asiatiques) sont accréditées et travaillent librement à Cuba. Comme dans tous les pays du monde, la presse cubaine a répondu aux exigences du système qui est un produit de la révolution castriste de 1959. Elle est en parfaite harmonie avec le système socialiste et la société en général.

La presse représente actuellement une richesse pour la révolution, elle tient toujours la révolution en vie. Comparativement à d'autres pays, ce n'est pas une presse conformiste, c'est plutôt une presse révolutionnaire qui analyse, qui questionne, qui critique tous les actes du gouvernement et qui, non seulement donne des informations équilibrées, avec l'objectivité et professionnalisme, elle éduque également le peuple cubain sur tous les sujets concernant le développement du pays tels : l'environnement, le tourisme, l'économie, l'éducation, l'agriculture et tout ce qui a rapport avec la communication sociale et les relations publiques.

Dans la démocratie populaire à Cuba, le parti révolutionnaire cubain et la presse ont toujours travaillé dans le sens des intérêts du peuple et les intérêts supérieurs de la nation cubaine. On a également parlé de la coopération cubaine en Haïti qui remonte à 1988. Et depuis lors, Cuba a apporté sa solidarité à Haïti dans plusieurs domaines tels que : l'éducation, l'agriculture, l'industrie sucrière, l'alphabétisation, la santé, le sport et autres. Récemment avec l'importation de l'épidémie de Choléra en Haïti, Cuba dans ses missions humanitaires en Haïti a apporté sa franche et efficace collaboration aux autorités et au peuple haïtiens.

Le dimanche 6 Mars dernier, des docteurs cubains travaillant dans des missions humanitaires en Haïti ont tenu leur congrès annuel au cours duquel ils ont réaffirmé leur engagement à la vie et à la santé du peuple haïtien, dont le pays a été dévasté par le séisme du 12 janvier 2010.

Lors de ce congrès, le docteur Lorenzo Somarriba, chef de la brigade médicale cubaine a fait le

Suite à la page (15)

Au secours Dr. Harrisson Ernest! Sauvez Sweet Micky! Sauvez la République !

Par Fanfan La Tulipe

Les lecteurs de ce journal savent bien à quelle enseigne je me tiens par rapport à la mascarade du 20 mars dernier qui continue au rythme des tambours *maskawon* de la communauté internationale : nous disons qu'il faut boycotter les *bòlòkòy*, les *bòkòkòy*, les *mòlòkòy*, les *bègwè*, les *bèkèkè*, les *san nannan*, les fripons, les friponnes, les fripouilles, fripouillets, fripouillettes, fripouilleux, fripouillons et fripouillonnes qui veulent nous enfoncer dans la gorge l'un des deux *jako tòlòkòtòk* qui se sont amusés à perroquetter, jakoter lors de leurs exotiques débats de psittacidés, mercredi dernier. C'était pas drôle de voir s'agiter un perroquet mal fagoté face à une perruche trop docile aux coups de bec de l'adversaire.

Je ne m'étendrai assurément pas sur ce «débat» qui n'a pas fait tellement honneur, soit dit en passant, aux journalistes qui n'ont pas pu, su ou voulu poser les questions qui s'imposaient, non pas pour coincer les deux candidats mais bien pour savoir concrètement ce qu'ils ont dans le ciboulot. Les journalistes avaient l'avantage d'être au premier rang de l'assistance, d'occuper les sièges de devant, autant dire qu'ils étaient *devan, devan nèt* et auraient donc pu *vide kesyion, tèt kale, sou Tèt kale*. Un débat au cours duquel le mâle-aimé Micky a foncé, braguettes quasiment ouvertes, avide de pénétration et de pulvérisation de l'adversaire, pauvre femelle-aimée qui, maternellement, a évité la confrontation ne sachant dans quel registre ordurier pourrait dégainer l'animal, ce qui d'ailleurs aurait fait les délices des fanatiques du musicien, friands de grossièretés, de vulgarités et d'obscénités. Dieux ! Où «vont-nous» ?

L'article de cette semaine se veut à caractère politico-médical. On va le voir tout de suite. A travers les émissions de radio, particulièrement Signal FM et Radio Caraïbe, j'écoute les auditeurs et leurs commentaires. Je les écoute se positionner par rapport à Michel Martelly et à Mme Mirlande Manigat. C'est de bonne guerre, puisqu'en démocratie le droit à la parole (pourvu que le verbe ne relève pas du scatologique) et aux opinions (pourvu qu'elles ne s'intéressent pas à l'anatomie humaine, surtout féminine) est sacré. Je suis particulièrement deux programmes, l'un animé par le très pondéré Jean Monar et l'autre par le pétillant Harrison Ernest, médecin de profession, spécialisé en psychiatrie. J'apprécie beaucoup la versatilité et l'originalité de comportement radiophonique de ce psychiatre (pardonnez la périphrase), et c'est à lui qu'en réalité s'adresse ma rubrique de cette semaine.

Je disais donc que j'écoute les commentaires des intervenants au cours des deux émissions précédemment citées. J'ai suivi avec intérêt un petit exercice intellectuel et rationnel mis en place par le Dr. Harrisson (les auditeurs préfèrent le prénom au nom de famille) et devant servir à choisir un des deux candidats en lice pour le «second tour». Un exercice pas facile parce que bien des Haïtiens sont peu portés à répondre à une question bien précise par une réponse également précise. La tendance est à faire un petit discours avant de répondre ou même à ne jamais répondre. Et je prends toujours plaisir à entendre Harrisson *pran plezi l* avec tel auditeur trop bavard en le congédiant haïtiennement: *kite m voye sa a ale, li pa ka reponn kesyon an, li pa* éduqé *pou sa*.

Ce long préambule c'est pour dire que j'ai bien intériorisé les choix politiques des uns et des autres, les réponses passionnées, les réponses moins passionnées et celles que je qualifierais de *oun ti jan panche*. Grosso modo, les détracteurs de Martelly lui reprochent son «immoralité», ses fanatiques voient en lui l'homme providentiel, moderne, appelé à mettre Haïti sur la voie du changement et du progrès. Du côté de Mme Manigat, ses détracteurs lui reprochent de n'avoir rien produit de concret pour le pays, dans le cadre de son appartenance à un «système ancien», dépassé. Ses admirateurs voient en elle une personne d'expérience, mature, *save*, mieux à même de diriger la barque nationale. Mon propos n'est pas de commenter les propos des autres. Je veux plutôt proposer une réflexion que du reste je soumets à l'attention de mieux placé que moi, en l'occurrence le psychiatre Harrisson Ernest. Réflexion se rapportant au candidat Martelly.



Mme Manigat et son époux Leslie, ses détracteurs lui reprochent de n'avoir rien produit de concret pour le pays, dans le cadre de son appartenance à un «système ancien», dépassé.

Jusqu'à ces fameux ébats de mercredi dernier entre Mirlande Manigat et Michel Martelly, j'enregistrais passivement les qualificatifs d'immoralité et d'homme obscène attribués à Sweet Micky, sans réagir intérieurement. Quelque chose se faisait jour en moi qui finalement a pris forme et chair depuis les débats, pardon, les deux bâts qui blessaient les capacités de réponse intelligente et satisfaisante des deux candidats. J'ai commencé à me demander: faut-il vraiment voir Martelly sous cet angle d'immoralité ? Ne devrais-je pas plutôt le considérer comme un cas relevant d'un spécialiste du comportement ?

Craignant de me fourvoyer, et tout médecin que je suis avec des cours de psycho et de psychia que j'ai eus à la Fac, j'ai fait appel à un confrère psychiatre. Après lui avoir bien expliqué ma position politique et idéologique sur les élections, je lui ai fait part de ma réflexion, de mes appréhensions en réalité. Il a bien compris, m'a expliqué avec force détails et nuances que ce que j'avançais à propos de Martelly s'inscrit dans le grand chapitre des troubles de la personnalité, troubles caractériels pour être plus précis. Il n'a pas manqué d'ajouter un petit dégui à ma propre perception du bonhomme Martelly, à savoir qu'un certain environnement social peut bien avoir contribué aux «dépantalonnades» et tendances «fessardes» du musicien.

Mon consultant m'a même parlé de cas limites (*borderline*) pour lesquels un environnement approprié peut être un catalyseur à la pleine expression du trouble. J'en ai déduit, moi-même, que Martelly pouvait bien être un cas de ce genre qu'un climat social délétère, dépravé, dévoyé, dissolu, depuis les années de grande corruption du duvaliérisme, n'a pu qu'exacerber.

Alors venons-en au fait. Il n'est pas normal qu'un individu adulte, responsable, descende son pantalon et exhibe ses fesses en plein jour, en plein carnaval soit en Haïti, soit sur l'avenue Eastern Parkway à Brooklyn, NY. C'est carrément anormal. Aucun autre musicien ne l'a déjà fait, aucun autre musicien n'a eu ce comportement de très mauvais goût. Il n'est pas normal qu'un individu adulte, responsable, musicien, chanteur ou maître-chanteur, se plaise, lors d'un bal, à se laisser aller à des gestes obscènes, à des propos grivois, grossiers. C'est carrément anormal. Aucun autre musicien ne l'a déjà fait, aucun autre musicien n'a eu ce comportement de très mauvais goût.

Il n'est pas normal qu'un individu adulte, responsable, prenne plaisir, en public, à se délecter d'un vocabulaire scatologique, à s'en prendre goulûment et de façon péjorative et injurieuse au sexe des femmes, au sexe de la mère des autres, et même de sa propre mère. C'est carrément anormal. C'est aberrant et pathologique, surtout quand le type le fait en dehors de toute ambiance de confrontation. Juste pour le plaisir. Aucun autre musicien ne l'a déjà fait, aucun autre musicien n'a eu de comportement aussi malsain, aussi répugnant, aussi vil, aussi ignoble. Personne ne l'a déjà fait de façon aussi compulsive, morbide, répétitive, pas même dans un contexte de *machann ti sale*.

Il n'est pas normal qu'un individu adulte, responsable, candidat à la présidence par surcroît, en l'occurrence Martelly, se prête avec désinvolture à une interview avec un journaliste dominicain, demande à son entourage, de façon inconsidérée et intempestive, comment traduire telle expression, tel mot en espagnol. Pourquoi a-t-on des traducteurs et des interprètes ? Non, il n'est pas normal qu'un individu adulte, responsable, candidat à la présidence par surcroît se fasse la risée de nos voisins de l'Est, exposant ainsi tout le pays à la raillerie des Dominicains qui ne nous portent pas dans le cœur depuis bien avant le massacre ordonné par Trujillo.

Il n'est pas normal qu'un individu adulte, responsable, candidat à la présidence par surcroît, n'accepte pas de prendre ses responsabilités pour avoir mal géré ou cogéré des avoirs, des investissements d'importance. Il n'est pas normal qu'il se comporte en irresponsable et préfère attribuer toute la responsabilité d'un gros échec financier à un agent immobilier en charge de la marche de ses investissements. Il n'est pas normal qu'un président de la république (Martelly potentiellement) ait à se réfugier derrière l'incompétence (prétendue) d'un ministre pour expliquer ou justifier comment par exemple 197 millions de dollars, don de Petrocaribe ont pu s'envoler en fumée.

Il n'est pas normal qu'un individu adulte, responsable, candidat à la présidence par surcroît, se comporte de façon arrogante, insultante, outrageante, insolente, menaçante, avec un membre de la presse particulièrement durant un «débat». En effet, interrogé sur sa capacité de gestion en référence à un dossier d'intérêt public concernant ses dettes envers les banques américaines et son aptitude à assumer ses responsabilités, Michel Martelly a piqué une sacrée colère et a lancé : « *Kite l vini / Se voye yo voye l / M ap tann li* ». Martelly a même explicitement évoqué de possibles représailles de « la rue », selon Alter Presse. Ceci est anormal, dangereux.



Libre à ses détracteurs d'en vouloir à M. Martelly pour son «immoralité». Pour ma part, je crois que le problème est à un autre niveau. Il s'agit d'un sérieux trouble de personnalité chez le bonhomme, d'un cas clinique qui mérite d'être investigué et traité.

Il n'est pas normal qu'un individu adulte, responsable, candidat à la présidence par surcroît, en plein «débat», n'ait pas eu honte d'avouer, à titre d'argument : «*lò m te di betiz, mwen di se mwen ki te di betiz la*». Il n'est pas normal qu'un individu adulte, mature, briguant la première magistrature de l'Etat, se réfugie, à bout d'argument, dans le registre des trivialités et de réminiscences ordurières. Il n'est pas normal qu'un individu adulte, un musicien responsable d'un groupe musical puisse pousser l'indécence et le sadisme jusqu'à avoir des relations sexuelles avec une femme en présence même de ses musiciens. On omettra par respect pour le lectorat les comportements encore plus sadiques d'un «phallocrate psychopathe» qui a eu le culot «d'émettre un message de bienveillance à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme» lors du fameux «débat». Certains voudront parler d'immoralité, mais on a plutôt pitié du bonhomme qui décidément paraît souffrir d'un trouble de la personnalité, du comportement.

S'agit-il d'une personnalité passive-agressive, narcissique, maniaco-dépressive, paranoïaque ou d'un cocktail de tous ces traits pathologiques potentiellement explosif sitôt que le *preyidan* aura assisté au *Te deum* traditionnel, aura gravi les marches croulantes d'un Palais national effondré, aura reçu son *ochan* présidentiel et se sera installé dans la chaise bourrée ? Alors les comportements latents s'exprimeront de façon ouverte. Et gare aux journalistes *ti frekan*, *tèt chat*, têtes de grenouille qui voudront se faire aussi grosses que des têtes de bœuf 4X4, têtes de *ti chen Frans*, têtes de *ti kochon laplenn* qui viendront poser des questions insolentes au président *Tèt kale Savann Boule*, tête de bête fauve, tête bête, bête à manger du foin et du fric américain.

Libre à ses détracteurs d'en vouloir à M. Martelly pour son «immoralité». Pour ma part, je crois que le problème est à un autre niveau. Il s'agit d'un sérieux trouble de personnalité chez le bonhomme, d'un cas clinique qui mérite d'être investigué et traité. Il faut protéger le mec même contre lui. Il faut surtout protéger l'avenir du pays.

Alors au secours Dr. Harrisson Ernest ! Sauvez Sweet Micky pendant qu'il en est encore temps. Sauvez la République ! Et merci. La nation vous le rendra.

Haïti Elections 2ème tour : Le choix rationnel

Par J. Fatal Piard

« Monsieur Martelly, au moins pour une fois acceptons de consentir l'ultime sacrifice de nous comporter en gens de bien ». Ces supplications déchirantes de Madame Mirlande Manigat nous donnent une idée des diatribes blessantes qui allaient étayer ces déboires électoraux. Quelque part, Madame Manigat admet publiquement qu'elle et son adversaire n'ont jamais été des gens de bien au point de l'exhorter à apprivoiser ses instincts de Swit Miki ne serait-ce que pour l'espace de ces « ébats électoraux ».

Madame Manigat oublie que Michel Martelly, son concurrent, peut tout faire pour chasser le naturel Swit Miki qui sommeille dans son subconscient. Mais, au besoin, il reviendra au galop d'un tsunami de 10 mètres de hauteur pou l'anéantir avec ses insanités. Et à l'autre de rétorquer : « *Par galanterie chère Madame, je vous promets de faire tout mon effort pour ne pas vous acculer voir même vous bousculer* ». « *Oh merci !!! Monsieur Martelly, conservez donc cette courtoisie d'attitude et de langage* ». Ces implorations alarmantes vous donnent une idée des déboires qui ont entaché ces prétendus « débats ».

Swit Miki s'enorgueillit d'avoir « gagné » haut la main ce « débat » spectaculairement désolant. Au cours de ces déboires aucun des grands dossiers ayant rapport avec la politique, l'économie, le social, le culturel n'a été véritablement abordé. « Je voulais tout simplement corriger le cahier de Madame, ce que son équipe a applaudi d'ailleurs ». En ces thèmes Miki a exprimé sa satisfaction que personne n'a eu le courage de contester.

D'entrée de jeu, rappelons qu'à l'occasion du déroulement des « déboires » entre deux portes étendards de la confrérie GNB sélectionnés par Mme Hillary Clinton, Guyler C. Delva s'est encore fait molester par les gorilles de l'hôtel Karibe Convention Center. Définitivement le reporter de l'Agence Reuters n'a pas de chance car il s'est fait lyncher une nouvelle fois par des primates agencés à cette fin.

Qu'il s'agit des organisateurs de ce tapage insipide qu'ils appellent « déboires » électoraux. Qu'il s'agit des « débardeurs » eux-mêmes en l'occurrence Mirlande Manigat soutenue par cette dégoûtante France et Michel Martelli le pion des Etats-Unis. Qu'il s'agit de la plupart des membres de ce panel de « journalistes » qui ne sont pas parvenus à transcender leur perception manichéenne consistant à cataloguer les bons dans un camp et les méchant dans l'autre. Ce sont tous des variantes de la confrérie GNB.

Entendez par GNB des mafias indigènes de tous ordres ou des courtiers locaux au service de la Mafia internationale responsable de la situation de déstabilisation que connaît le pays actuellement. Alors il n'y a pas matière à retenir l'attention de l'opinion non alignée. L'ambassade de France ou des Etats-Unis peut tout régler. Dans une mesure où les « élections » ont été organisées juste pour répondre à leurs dictats, c'est-à-dire démontrer que l'international peut se montrer capable d'apprivoiser les masses populaires en les exhortant à choisir l'un ou l'autre de ces farceurs.

De la façon dont ce Mulet et ses soldats vecteurs incontestés du vibrion cholerae ainsi que les autorités gouvernementales et électorales s'étaient arrangés pour aménager ces farces, nous savions pertinemment qu'il s'agissait d'un dîner à la chandelle dans la vaste cour de Monsieur et Madame Koukou. Entendez part là que quiconque ose y pendre part doit du même coup s'accommoder des plats infectes et pestilentiels (Chawony) qui y seront servis.

Or, si ce séisme électoral planifié a été aussi dévastateur que celui qu'a connu le Japon dans la matinée du vendredi 11 mars dernier, point n'est besoin d'être expert en sismologie pour conjecturer que cette réplique prévue pour le 20 mars sera accompagnée d'un tsunami de sang et d'horreur, de casses, de déstabilisation et de commotions. Dès 2003 l'ambassadeur des Etas-Unis, Brian Dean Curran, bien avant de repartir pour son pays avait mis la société dans son ensemble en garde. Dans un langage cru de commandeur qui intime des ordres irrévocables à des soumis. Au cours d'une rencontre tenue à l'hôtel Karibe Convention Center, il avait tenu ces propos typiques de ces proconsuls qui se croient autorisés à tout dire et à tout faire:

« **Dans quelques années nous allons prendre la responsabilité de renouveler la classe politique. Ceci pour vous dire que déjà le temps des politiciens traditionnels est révolu** ». L'ambassadeur Dean Curan, au moins pour une fois de sa vie a été sincère. D'autant plus que c'est une « qualité » si inaccoutumée chez quelqu'un qui se respecte comme diplomate et qui veut rester égal à lui même.

De par cette attitude discriminatoire à peine fardée, le gouverneur plénipotentiaire s'est montré déterminer à appliquer à la lettre les recommandations ségrégationnistes du Président Franklin Delanoë Roosevelt. Ce dernier, à travers le Département des Coups d'Etat Etasuniens avait investi des sommes faramineuses pour qu'Haïti croupisse éternellement jusqu'aux fins fonds des abîmes de la déstabilisation sur fond d'une misère méphistophélique.

Alors, comprenez donc pourquoi le 30 janvier 2011, c'est la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton qui a voyagé de Washington à Port-au-Prince pour venir imposer aux masses populaires l'un des catéchumènes de l'apocalypse GNB à travers ses deux « finalistes ». Le comble, aucun de ces commentateurs politiques n'exprime la volonté de soutenir la thèse de la conférence nationale souveraine avancée par le Sénateur Turneb Delpé pour en finir avec la Minustha et par extension le choléra.

Laquelle conférence nationale pourrait épargner au pays ces catastrophes sociopolitiques périodiques programmées qui n'ont de cesse de le ravager depuis plus d'un demi siècle. Les évènements qui ont paralysé les activités au cours du mois de décembre 2010 ne sont que des répliques facilement prévisibles. Et de ces types de répliques nous en aurons tant que l'international peut s'arroger le droit de nous imposer ces élections Cash for Vote comme panacée à ces maux socioéconomiques incurables qui rongent le tissu social depuis un demi-siècle déjà.

Des « ébats » insipides

A quel spectacle écœurant le GIAP de Hérold Jean François et de Boby Denis a soumis l'opinion publique non alignée, à l'occasion de ces échanges de stupidités entre deux débardeurs GNB. Tout ceci, c'est pour vous dire qu'aucun de ces protagonistes ne sera jamais capable de mieux. Nous devons faire ressortir le fait qu'idéologiquement et la dame à perruque, et son rival mi-homme mi-femme à la Têt Kale, sont de la même horde GNB.

Tous deux, fervents défenseurs de ce système inique, ils sont déjà pris en otage par ces cliques de mafias structurelles qui ont financé leur campagne et qui sont beaucoup plus préoccupées à perpétuer l'exclusion sociale. Le fait que ce soit préenregistré, les organisateurs pourraient procéder à des découpages des séquences les moins catastrophiques pour limiter les dégâts causés par ces ébats électoraux. Mais en dépit de tout, Swit Miki est reparti avec le parfait sentiment d'avoir corrigé Têt Kale le cahier grisonnant de la Dame à perruque.

Ainsi donc, l'opinion publique non alignée se serait fait une opinion moins terrible de celui et de celle que lui a imposés la représentante du Département des Coups d'Etat des Etats-Unis lors de son expédition en Haïti le 30 janvier dernier. Toute personne douée du bon sens minimal ne saurait digérer que sur la base de «débats » électoraux, les responsables du Giap, complaisant on ne peut plus, pourraient contraindre la population à assister à ce spectacle aussi abominable.

A un moment de la durée, la candidate à perruque a oublié qu'elle est vice-rectrice de l'Université Quisqueya. Elle s'est permise de faire litière de son statut d' « intellectuel », au point qu'elle a cru stratégique d'acquiescer à toutes les insanités avancées par son concurrent qui s'exprimait sur un ton follement arrogant. Pourtant, au vu et au su de tous et de toutes, les débardeurs ne maîtrisent aucun des dossiers fondamentaux relatifs à l'avenir du pays.

Auquel cas où la débardeuse allait approuver toutes les conceptions antédiluviennes du débardeur, le « débat » a raté son objectif qui consiste à obtenir les votes des indécis. Pardon, puisqu'il s'agissait d'un « projet » faudrait-il bien justifier les débours consentis pour ces « déboires » électoraux. Les conseillers de nationalité espagnole du débardeur Têt Kale (bobis) Messieurs Antonio Sola Reche et Damian Merlo se sont montrés à la hauteur de ce boulot infect pour lequel ils sont rémunérés à coup de milliers de dollars le mois (20.000).

Le candidat Têt Kale à défaut d'adresser avec un rationalisme pragmatique les cuisants problèmes auxquels sont confrontées les couches marginalisées, a choisi délibérément de mener tambour battant une vaste campagne de dénigrement contre les **Gens à Diplôme.** Seule Mme. Clinton peut imposer au pays un « candidat » GNB qui peut s'arroger le droit de ridiculiser ainsi des gens qui ont commis d'énormes sacrifices en vu de se meubler l'esprit.

Partout où Swit Miki passe, son discours ne change jamais. **«** *Moun a diplòm pa janm regle anyen pou peyi a. Klas politik la pa regle anyen tou. Li lè li tan pou n bay moun ki pa gen diplòm fè yon kou tou* ». Tout en ironisant ceux qui ont consentis d'interminables sacrifices pour boucler leurs études universitaires ou professionnelles, il a promis des universités dans chaque section communale. *Se pa blag. Ak ki lajan* ?

De fait, Messieurs Antonio Sola Reche et Damian Merlo, les conseillers grassement rémunérés de Têt Kale ne seraient-ils pas détenteurs de doctorat en discrimination, en ignorance et en incompétence au point de ne pouvoir établir une différence entre régime et système. N'est-ce pas avec ce même argent sale issu du même système répugnant qu'il finance sa campagne et qui les rémunère en même temps.

Le choix rationnel

Qui aurait pu conseiller à Swit Miki un soupirant au poste de président de s'attaquer aussi vertement à la classe politique sans pour autant faire part aux potentiels votants de son programme ? Ne doit-on pas se demander avec quelle structure institutionnelle et sociale il va diriger au cours de son « quinquennat ». Ces cinq dissidents dont Erick Charles, Josette Bijoux, Chavannes Jeune, Wilson Jeudi et Génard Joseph, qui, tout en oubliant qu'ils ont contesté les farces du 28 novembre 2010 ont commis l'impair de trahir le groupe des 12 pour soutenir l'homme et son Boeuf.

Madame Manigat, en dépit de son intellectualité supposée, s'est laissée aussi intimider par son rival qui ne dispose comme compétence que son arrogance, son audace et sa grande capacité à insulter les intellectuels et les universitaires, à ridiculiser la classe politique. Partant du fait que ces élections ont été imposées comme panacée juste pour satisfaire les fantasmes indécents de ce Mulet et ses patrons de l'international.

Partant du fait que les élections n'ont jamais rien apporté au pays sinon des coups d'Etat sur fond de déstabilisation, il ne nous reste qu'un choix rationnel. Si l'on veut à tout prix aller remplir son « devoir » civique, l'on peut voter blanc. Car si les votes blancs sont majoritaires, ce serait la preuve d'un rejet catégorique de ces farces de Dorsainvil, Aupont et Muller. Mais le blanc, étant connu pour sa traîtrise peut toujours les utiliser à ses propres fins.

Alors il convient de lancer un appel solennel aux masses populaires pour parvenir à un **BOYCOTT HISTORIQUE** de la mascarade qui doit avoir lieu le 20 mars 2011 tout en gardant bien haut le flambeau de la mobilisation pour pouvoir atteindre le retour physique du Président Aristide. **BOYCOTT HISTORIQUE**, voilà le mot d'ordre formel pour le 20 mars en vue d'exprimer notre mésestime pour l'exclusion de la majorité.

BOYCOTTER la mascarade qui doit avoir lieu le 20 mars 2011 et obtenir le retour physique du Président Jean Bertrand Aristide aura un double symbolisme. En tout premier lieu, ce serait une façon pratique de montrer aux maîtres du monde en l'occurrence les Etats-Unis, la France, le Canada que les masses populaires n'acceptent pas d'être dupes d'escrocs et de traîtres de leur acabit.

D'un autre coté, avec le retour physique du Président Aristide, ces pays dits amis d'Haïti cesseront de faire de la xénophobie, du racisme, de la discrimination, de la déstabilisation les paramètres prioritaires de leur politique étrangère. Et le représentant de l'expédition française en Haïti, l'indésirable Didier le Bret pourra se défaire de ses instincts de flibustiers pour apprendre à faire preuve de révérence envers le peuple Haïtien qui l'héberge.

Au cas où ces « joutes » électorales auront lieu, il est toujours probable que des conseillers récalcitrants et qui gardent encore un reliquat de personnalité refuse comme ce fut le cas pour la première fois trouvent une objection fondée à ce qu'ils n'avalisent pas les « résultats ». Avec un cas de figure similaire, attendons-nous à ce que le trio infernal les présidents Nicolas Sarkozy, Barak Obama et la reine Elizabeth II d'Angleterre fassent le voyage jusqu'ici pour venir apposer leur signature en dessous des résultats.

Et, à partir de la publication finale de ces mascarades, comme ce fut le cas pour la dernière fois, le pays court le haut risque de se voir assiégé pendant plus d'un mois par les partisans aigris des mauvais perdants. Si l'on veut éviter au pays ce séisme de 9 degré sur l'électoral de Dorsainvil, Aupont et Muller, observons tous l'unique Mot d'Ordre : **BOYCOTT HISTORIQUE**. Ainsi, le peuple aurait fait un choix rationnel.

Manigat ou Martelly, lequel est le joker de la Communauté internationale ?

Par Catherine Charlemagne

Le pays arrive enfin au bout de ce chemin de croix électoral. Dans trois jours ce sera l'heure de vérité pour les deux prétendants à la succession de René Garcia Préval. Il était temps. Non seulement de mettre un terme à une campagne sans intérêt mais aussi d'avoir la certitude qu'Haïti va enfin se débarrasser de cinq années d'une présidence dont l'on ne voit pas à quoi elle a servi. A trois jours de l'échéance, nous sommes certains que la Communauté internationale aura un Président élu, qui, sans nul doute, a déjà été sélectionné par les Chancelleries étrangères qui nous gouvernent. Surtout après le premier tour qualifié de mascarade par la majorité de la population et les résultats controversés et finalement imposés par les « amis » d'Haïti.

On l'a souvent dit. Personne ne peut prévoir le tournant de l'histoire. En effet, le professeur Leslie Manigat qui aime répéter qu' « Haïti est un singulier petit pays » une façon de dire que rien ne se fait normalement dans ce pays, se voit aujourd'hui rattraper par cette histoire. Puisque sa femme Mirlande Hyppolite Manigat se retrouve au second tour du scrutin présidentiel le plus décrié et que ce soient les étrangers qui ont défini les règles du jeu. Pire, ce sont ces mêmes étrangers qui ont imposé à sa femme son adversaire pour la joute finale. En tant qu'historien/ politologue et nationaliste, personne d'autre que le Professeur n'est mieux placé pour léguer à la postérité ce chapitre sombre de notre histoire nationale.

Et l'on serait curieux de lire ces pages hautement historiques en racontant les faits tels qu'ils ont été déroulés. Bref, l'histoire nous réserve bien des surprises surtout avec un singulier petit pays comme Haïti. Alors, le 20 mars, Mirlande ou Michel ! La constitutionnaliste ou le musicien ? Voilà qui doit bien faire rire les « amis » d'Haïti. Que les Haïtiens auront à choisir entre deux postulants fondamentalement opposés dans tous les sens du terme. Sauf peut-être sur le plan idéologique, même si on ne l'a pas vraiment entendu au cours de la campagne. Mais en Haïti, le débat politique est tellement pauvre. La candidate du RDNP, en effet, n'est en rien différente de celui de *Repons Peyizan* sur le plan idéologique.

Les deux candidats à la présidence de la République sont foncièrement de droite. Certes, Michel Joseph Martelly fait partie de la famille de droite conservatrice, avec un penchant vers l'autoritarisme, voire vers la dictature pure et dure à l'inverse de Mirlande H. Manigat plutôt droite de tendance Démocratie chrétienne. Donc plus modérée que les idéologues du « Président Compas ». Voilà d'ailleurs pourquoi la Communauté internationale, à travers ses ambassades à Port-au-Prince et ses Services secrets répandus sur tout le territoire national dans le cadre de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTHA), essaie de ralentir l'élan du chanteur face à une candidate intellectuelle en campagne mais pas trop à l'aise tout de même avec la masse.

Dans ce petit jeu d'échec, les Chancelleries ont déjà accordé leur violon. Mais les représentants de la Communauté internationale en Haïti savent qu'avec les haïtiens rien n'est trop sûr. Du coup, ils ont reçu pour mission de surveiller de près et de très près les deux candidats. Bien que les deux présentent des atouts non négligeables pour la Communauté internationale en Haïti. D'ores et déjà, ils s'opposent à un départ de la MINUSTHA du territoire. Mirlande Manigat feint de dire que cela se fera graduellement, surtout pas dans la précipitation.

C'est une manière très diplomatique de dire que cela ne se fera pas sous sa présidence. Quant à Michel Martelly, avec ses accointances politiques plus que douteuses, et la bande qui le conseille, paraît-il, en politique, l'occupation du pays ne peut que les arranger. Or, pour nos « amis » d'Haïti persuadés que les Haïtiens ne peuvent s'en sortir seuls, ils n'ont qu'un seul programme pour le pays : y rester le plus longtemps possible. Selon eux, la seule présence de la MINUSTHA suffit et le reste ils s'en tamponnent.

Outre les assurances qu'ils ont déjà auprès des deux concurrents pour ne pas bousculer la donne établie, les amis étrangers qui nous gouvernent, passent actuellement en revue les caractéristiques et la personnalité des deux finalistes. Michel Martelly fait l'objet d'analyses très minutieuses pour sa future politique. Comme tout le monde, la Communauté internationale sait que Martelly et sa bande n'ont aucune idée réelle de ce qu'ils comptent faire. Surtout, quand cette bande de « Paka-pala » estime que si René Préval a pu se faire élire deux fois à la présidence du pays sans aucun projet politique et y est resté jusqu'au bout sans rien réaliser de concret, alors pourquoi devrait-elle s'encombrer d'une politique prédéfinie à l'avance ?

La Communauté internationale s'intéresse surtout à Sweet Micky pour sa supposée popularité au sein de la société, entre autre dans les milieux populaires. Elle ne souhaite pas faire une nouvelle expérience du type d'Aristide qui tenait le pays sans argent mais par la force de sa popularité. Le grand souci des Chancelleries à la veille de ce second tour, c'est que Michel Martelly ne se prenne pas à rêver du « grand soir » pensant pouvoir imposer, une fois arrivé au pouvoir, sa popularité contre les dictats de la Communauté internationale.

D'où l'idée de surveiller et de contrôler de près le nombre des voix obtenues dimanche prochain par Micky. Car, les ambassades redoutent une nouvelle flambée de violence de la part des partisans de Michel Martelly dans l'hypothèse que celui-ci gagne effectivement l'élection et qu'on tente de le lui enlever. Si toutefois, il devait avoir des manifestations en faveur de Martelly, selon certaines ambassades, ce serait aussi une occasion de lui mettre la pression en négociant avec lui sa victoire.



Mirlande Manigat le candidat de la France

En ce qui concerne la candidate du RDNP, c'est beaucoup plus commode en cas de victoire. D'abord, une partie de la Communauté internationale joue la carte de Mirlande Manigat. Ensuite, les diplomates estiment qu'en cas d'échec dans les urnes, ce n'est pas certain que les partisans de Mirlande Manigat se ruent dans la rue pour tout casser comme il est présagé pour le camp opposé. Avec Mirlande, c'est plutôt question de différends sur des principes, du rôle de l'Etat, de souveraineté ou de déontologie politique, etc. Bref, ici, c'est du grand art. Ils craignent qu'une élection de Mirlande ouvre une période de bras de fer avec le clan Manigat.

Car, pour la Communauté internationale, même si Mirlande a déjà donné des garanties pour que la MINUSTHA reste en Haïti, cela devrait néanmoins rendre plus compliquée la gestion du pays avec le clan Manigat au Palais national. Le nationalisme des Manigat fait peur. Autre crainte de la Communauté internationale avec Mirlande Manigat, son attachement avec les principes constitutionnels. Aujourd'hui, ce sont les ambassadeurs qui imposent les ordres des puissances étrangères sur les autorités haïtiennes. Or, en dehors de la France qui œuvre ouvertement pour l'élection de Mirlande vu son attachement avec ce pays, les autres bailleurs de fonds craignent que Mirlande Manigat ne s'obstine à s'opposer à leur ingérence dans les affaires internes d'Haïti.

D'où une certaine surveillance mise en place discrètement par certaines ambassades autour de l'équipe de campagne de Mirlande Manigat. Toutes les interventions publiques de la candidate sont analysées et font l'objet de notes de campagne envoyées dans les différentes Chancelleries. Bien que la candidate du RDNP reste sa préférée, il ne reste pas moins que la France ne souhaite pas perdre sa prépondérance dans la gestion du pays depuis des décennies.

Comme nous a fait comprendre un diplomate ami rencontré dans un débat sur Haïti :« *nous ne nous opposons pas à ce qu'une personnalité de premier plan comme madame Manigat arrive au pouvoir à Port-au-Prince pour succéder au Président Préval dans*

Suite à la page (16)

Communiqué de la Résistance Haïtienne au Québec-Canada

La Résistance Haïtienne au Québec-Canada salue la détermination et le courage du peuple haïtien dans sa lutte farouche pour l'amélioration de ses conditions de vie, la liberté, la justice et la reconquête de sa souveraineté.

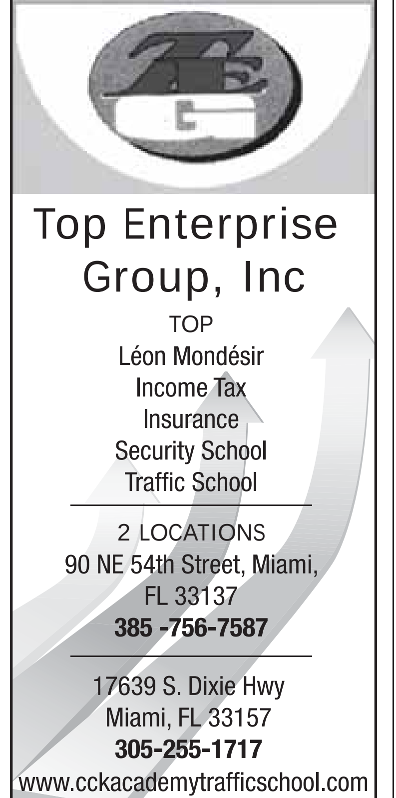
Après la vulgaire comédie du 28 novembre 2010, conçue et mise en scène par les pays impérialistes, sous la couverture de **l'Organisation des Nations Unies (ONU)**, de **l'Organisation des Etats Américains (OEA)** et de leurs comédiens, figurants et laquais haïtiens, arrive le moment de réaliser le dernier acte de la mascarade-électorale qui devrait se jouer le 20 mars prochain. Dans ces circonstances, la **Résistance haïtienne au Québec Canada** invite tous les Haïtiens et Haïtiennes dignes de ce nom, épris de justice et de liberté, à ne point se faire les complices de cette attrape nigaud qui enflamme deux marionnettes : un exhibitionniste obscène, une sorbonnarde aux percées louverturiennes ratées.

Face à cette éventualité imminente, la **Résistance haïtienne au Québec-Canada** encourage fortement les compatriotes vivant à l'étranger, à apporter leur contribution à la lutte du peuple haïtien en demandant à leurs parents et amis dans le pays, de boycotter la sélection loufoque et grotesque blanc bonnet et bonnet blanc du 20 mars 2011.

A bas le cirque électoral du 20 mars 2011!
A bas les marionnettes et les laquais des Néo-colonisateurs!
A bas l'occupation militaire d'Haïti!
Vive Haïti libre, indépendante et démocratique!

Serge Bouchereau (514) 383-8281
Montréal le 8 mars 2011





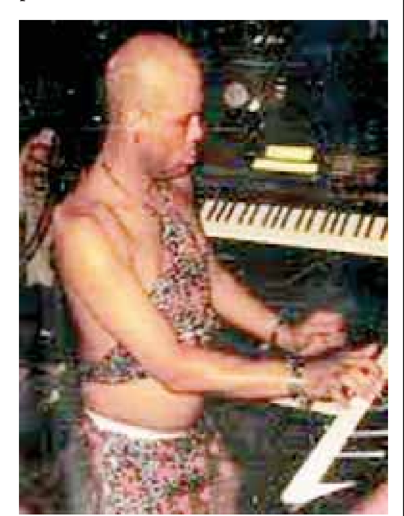
La Présidence d'Haïti au temps du Désastre et de la Décadence

Par Castro Desroches

Les ruines du Palais national seraient-elles devenues un asile pour paumer en proie à des déboires financiers ? C'est la question que l'on se pose avec inquiétude, eu égard aux informations publiées récemment par le Miami Herald sur les désastreuses transactions immobilières du candidat néo-duvaliériste Michel Martelly. « Si je dois mourir, je mourrai avec l'alcool mais je ne mourrai pas pauvre » disait Martelly au cours d'une interview accordée en 1993 à Télé Image. C'était le bon vieux temps où l'argent sale de la drogue circulait à flot entre les mains imbibées de sang de ses compères militaires. Ivre de joie sur ses « succès financiers », Michel Martelly prenait un plaisir gouailleur à clamer sur tous les toits son statut de millionnaire. Au cours de ces dernières années, le magot de Micky a commencé à « craquer. » Les millions se sont envolés en fumée. La fortune a pris la poudre d'escampette. Volatilisée dans les vapeurs éthyliques de l'eau-de-vie qui cause prématurément la mort. En fait, ce n'est que récemment, juste avant de lancer sa candidature, que Michel Martelly s'est résolu, de manière cynique et opportuniste, à s'acquitter de ses redevances envers son fils naturel en Floride. Le respect que nous devons à un mineur ne nous permet pas de citer de noms. L'enfant abandonné n'a pas choisi d'avoir un père aussi pervers. En fait, au lieu de père, on devrait plutôt parler de bourreau, si l'on tient compte de la bestialité avec laquelle la mère de cet enfant (entre autres victimes) a été traitée. Les témoignages sont tristes et accablants. Des épisodes sortis tout droit d'un roman du Marquis de Sade ou d'un Manuel de Torture à l'usage du phallocrate psychopathe. Comble d'ironie, l'infâme Micky a eu le culot d'émettre un message de bienveillance à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme. Une femme qui vote Sweet Micky est comme un Juif qui vote Adolf Hitler.

Confronté de toutes parts à des arriérés volumineux, le travesti Micky s'est donc embourbé en Floride dans une impasse financière très gluante. Un véritable cul-de-sac. Déguisé en Joseph Michel Martelly, Micky a donc abandonné Miami pour chercher refuge dans l'El Dorado de la politicaillerie haïtienne. De cirrhose en nuits blanches, l'idée est venue, une fois, de créer en 2008 la Fondation Rose et Blanc en vue de paver la voie de la course à la présidence. Ainsi a commencé la vie en rose. Ainsi ont commencé les piaffements frénétiques des fanatiques. Ainsi a commencé la fabuleuse aventure de bandes dessinées de Sweet Micky vers la présidence d'Haïti. En attendant de gagner à la borlette électorale et de pouvoir s'acquitter de ses dettes aux Etats-Unis, Micky s'est déchargé de toute responsabilité sur la personne de son agent immobilier Natacha Magloire.

« Les voies du Seigneur sont impénétrables » disent les Saintes Ecritures. En effet. Il est difficile sinon impossible aux non-initiés d'appréhender cette longue tradition de promiscuité indécente entre Dicta-



Michel Martelly « Sweet Micky »

ture et Religion en Haïti. Les grands dignitaires de l'église confondent commodément le Seigneur éternel de la Bible avec le saigneur du moment. L'exemple le plus éloquent est certainement celui de Monseigneur Ligondé qui a continué à adorer les images taillées de Duvalier (« être immatériel » autoproclamé) même après le départ de Baby Doc. Aujourd'hui, Port-au-Prince est transformé en Babylone et c'est au tour de « l'Evêque » Patrick Villier et de quelques vils pasteurs protestants d'assurer la relève en invitant « les fidèles de la résignation » à participer à la messe noire du dimanche 20 mars et à accepter Sweet Micky comme leur sauveur personnel. Seraient-ils en train de « prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages » ? Peut-être, nous ne saurions le confirmer, que les dictateurs, les putschistes et les escadrons de la mort remplissent une fonction « religieuse » en facilitant le grand voyage de ceux qui s'acharnent à rester sur la Terre. Vu sous cet angle, le « soutien » qu'apportent Villier et ses sosies au travesti Micky est tout à fait logique. Dans leur vision sournoise et odieuse, Martelly serait donc un « mâle » nécessaire. Faussement repenti, Micky a réagi ainsi : « C'est un côté de moi que je vendais, pas le meilleur je l'avoue, pour arriver où je suis. » Se vendre ? Arriver ? Mais dans quel état ? On croit entendre la voix d'outre-tombe de Victor Hugo: « Tu n'entreras pas dans l'Histoire, bandit ! Haillon humain, hibou déplumé…Tu resteras dehors et cloué sur la porte. »

Encore une fois les sorciers de l'église haïtienne exécutent en plein jour leur danse macabre autour des faméliques de la République. Bénédiction du crime et de la bêtise arrogante dans une honteuse cérémonie à l'hôtel Le Plaza. Pasteurs réactionnaires et candidats toujours malheureux au service de la « démoncratie » et du terrorisme néo-duvaliériste. Rara électoral des rats d'église avec comme Major Jonc l'inénarrable Ray Joseph.

Dans la classe politique, calme plat. Silence stratégique. Certains candidats ont carrément disparu de la circulation. Attente fiévreuse pour revenir en douce au secours de

Suite à la page (16)

Pleins feux sur la candidature de Michel Martelly

Par Yolette Dubuisson

Ça y est. Nous y voilà. Nous sommes en plein là-dedans. Ou presque. Ce n'est plus qu'une question de semaines.

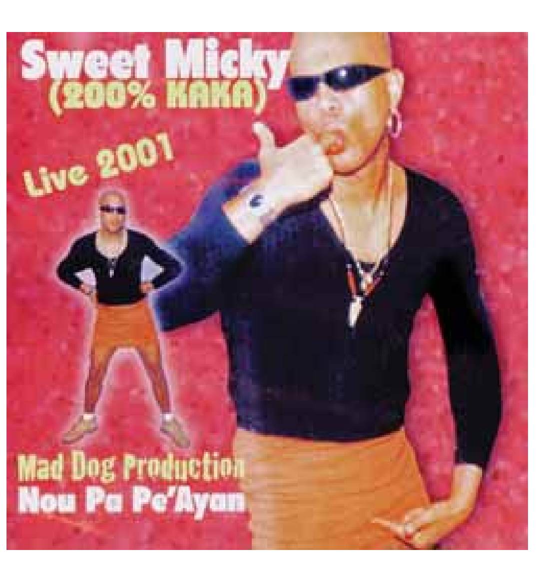
A la lumière de maints constats, il est fort probable que ce soit Michel Joseph Martelly qui, attifé de l'écharpe présidentielle, prête serment le 14 mai prochain comme président de la République.

Pourquoi Martelly? L'International est-il en panne de valets-intellectuels-technocrates? Washington et ses alliés auraient pu, comme en 2004, tirer de leur manche quelqu'autre Latortue. Ce ne sont pas les Conzé consentants qui font défaut. Or, on ne se rend pas toujours à l'idée que les décideurs ont jeté leur dévolu sur un type de rien, nul à tous les égards, en la personne de Michel Martelly. Est-ce dans le dessein arrêté de nous faire vider la coupe de l'humiliation jusqu'à la lie?

Martelly président!... Dans certains secteurs, on en parle avec indignation. Cela se comprend. En désespoir de cause, on arrive même à souhaiter que le phénomène Martelly ne soit qu'un conte de fées, une plaisanterie de mauvais goût ou un mauvais rêve, rien qu'un mauvais rêve. Pourtant la toute réalité est que la candidature de monsieur Martelly a galvanisé les grandes foules des grands carrefours de l'histoire. Davantage, l'admission de Martelly au second tour semble automatiquement conférer un semblant de légitimité à des élections auparavant décriées, dénoncées comme étant une mascarade organisée par un CEP honni. En fait, le CEP le plus conspué depuis 1987. C'est à se demander, en passant, si les honorables membres de ce CEP ne sont pas des mollusques sans colonne vertébrale, à force d'être de tristes vertébrés sans honneur et sans fierté.

En tout cas, ce qu'on est en train d'observer, n'est pas un film de fiction, mais bien la marche inexorable d'un politicien subit vers la présidence, fort de l'appui inconditionnel de la majorité et apparemment insensible aux cris d'alarme des autres les impuissants. Certains Ponce Pilate, quant à eux, ne trouvent rien de mieux à dire que s'il advient qu'un dévoyé se hisse à la première magistrature de l'Etat, c'est que nous l'avons bien cherché, que nous le méritons bien, et qu'il faut que nous nous y fassions. Une telle logique citoyenne est, en vérité, on ne peut plus belle. Autant crier avec la populace : Vive Martelly!

En tout état de cause, il serait tout à fait injuste de mettre à l'index la jeunesse qui constitue le bastion électoral de Martelly et qui soutient le candidat avec une ferveur qui étonne les observateurs. Il faut bien se rappeler que c'est une jeunesse naufragée, une jeunesse qui se noie et qui, en toute logique, s'accroche au discours



Michel Martelly n'est autre qu'un « bandit légal », un ancien escadron de la mort, une vile personnalité au verbe ordurier, un malséant, un médiocre musicien, un médiocre tout court, un vaurien, un malotru, un dépravé….

électoral populiste de Martelly comme à une bouée de sauvetage. Jeunesse depuis trop longtemps livrée à elle-même, désespérée, déboussolée, sans horizon et sans avenir. Sans choix. D'ailleurs, une alternative viable lui a-t-elle jamais été offerte? En tout cas, l'alternative n'est pas le RDNP qui a jadis eu maints atouts en mains pour se paver honorablement une voie vers la présidence, mais qui n'a jamais réussi à se faire accepter par le peuple des démunis. Et puis, le peuple des démunis, -autant qu'on s'en souvienne-, ce sont des chiens qui, selon le mot de l'éminent professeur Lesly Manigat, ont l'habitude de retourner à leur vomi.

Michel Martelly vient de déclarer dans le Nord que Madame Manigat ne s'est jamais montrée à la hauteur de sa renommée d'intellectuelle. Et, pour une fois, Sweet Micky a peut-être raison. Nous nous permettons tout simplement d'ajouter que les Manigat (mari et femme) ont toujours été des intellectuels aveuglés par leurs préjugés de classe.

Aujourd'hui, la classe intellectuelle crie au scandale, face à la percée fulgurante de Michel Martelly sur la scène politique. La «classe», surclassée par les déclassés, se débat comme un diable dans un bénitier pour tenter de faire obstacle au rescapé du premier tour. Mais a-t-elle seulement, cette classe intellectuelle, les moyens de sa politique? Elle a gâché son temps à politicailler et, à présent, la voici qui s'engage dans une véritable course contre la montre. *Kabrit fin pase, se lè sa y ap rele fèmen baryè*. La situation est un peu comique. Mais le rire se figerait devant le constat de l'échec cuisant de certains politiciens de carrière, universitaires de surcroit, tels une Mirlande Manigat et un Jacques Edouard Alexis, inaptes ou maladroits, incapables de se rallier un électorat adéquat, au point que l'électorat est quasi-unanimement acquis à la cause d'un « bandit légal », un ancien escadron de la mort, une vile personnalité au verbe ordurier, un malséant, un médiocre musicien, un médiocre tout court, un vaurien, un malotru, un dépravé dont tout le talent consiste à débiter ses délires scatologiques, à vomir des obscénités à tout propos, à exhiber ses fesses et ses testicules en public, tout cela sans même qu'il croie porter atteinte à la décence et à la pudeur.

Au bout du compte, celui que nous risquons d'appeler très bientôt, avec tout le respect dû à son rang, «Son Excellence monsieur le Président», est un citoyen dénaturé qui dénigrait publiquement son pays, qui a flanqué son drapeau à la poubelle en se déclarant citoyen italien, un citoyen haïtien qui avouait à la presse que les problèmes d'Haïti ne le concernaient pas et qu'il s'en foutait pas mal…

Plus d'un sont impatients, et avec raison, de voir quelle sorte de président aurions-nous en la personne du citoyen-candidat Michel Joseph Martelly.

Haiti Wants Aristide: Let Him Go

Even now, to prop up a fatally flawed election, Washington is trying to sabotage the return of Haiti's ousted former president

by Kim Ives

(This article was first published in The Guardian)

The arrogance of Washington's renewed efforts to thwart former President Jean-Bertrand Aristide's return to Haiti from a seven-year exile in South Africa is mind-boggling.

During the 29 February 2004 coup d'état, in the middle of the night, a US Navy Seal team, under the direction of American deputy ambassador Luis Moreno, kidnapped President Aristide and his wife Mildred from their home in Tabarre and flew them, under guard in an unmarked US jet, into a first stint of exile in the Central African Republic. Since then, tens of thousands from all over Haiti have taken to the streets several times each year to demand his return.

During the US-appointed post-coup de facto government of Prime Minister Gérard Latortue (2004-2006), Haitian police and United Nations occupation troops regularly gunned down the demonstrators and carried out murderous assaults on Aristide strongholds in popular neighborhoods like Cité Soleil and Belair, killing dozens of residents, including women and children. When in late March 2004, US Congresswoman Maxine Waters and a team of other VIPs rescued the Aristides from virtual house arrest in CAR and flew them in a private jet to Jamaica, the Bush administration was livid. National security adviser Condoleezza Rice spent an hour on the phone threatening then Prime Minister PJ Patterson to get Aristide out of there.

"*We think it's a bad idea,*" she later told the press, while Defense Secretary Donald Rumsfeld said that "*the hope is that he will not come back into the hemisphere and complicate [the] situation.*" Three months later, Aristide was flown to South Africa.

Now, once again, the Obama administration is taking the same positions and using the same language as its predecessor, which candidate Obama once vowed never to do.

Last month, Aristide finally received his long-denied passport. Later this week, the South African government is planning to fly him back to Haiti in a government jet. But now we have the US state department's new spokesperson, Mark Toner, sanctimoniously telling Aristide "*to delay his return until after the electoral process has concluded, to permit the Haitian people to cast their ballots in a peaceful atmosphere,*" and that his "*return prior to the election may potentially be destabilizing to the political process.*"

And what "*political process*" is this?

A runoff between two neo-Duvalierist candidates: former First Lady Mirlande Manigat and former konpa musician Michel "*Sweet Micky*" Martelly. The problem? The election is illegal. Only four of the eight-member Provisional Electoral Council (CEP) have voted to proceed with the second round, one short of the five necessary. Furthermore, the first round results have not been published in the journal of record, Le Moniteur, and President René Préval has not officially convoked Haitians to vote – both constitutional requirements.

"*In this election, it is the United Nations and Organization of American States [OAS], both acting on Washington's behalf, who are convoking the people to vote for the candidates whom they have designated,*" a grassroots organizer told *Haïti Liberté.* (Last month, the OAS forced the CEP – constitutionally, the "final arbiter" of Haitian elections – to replace Jude Célestin, the candidate of Préval's party, with Martelly in the runoff.)

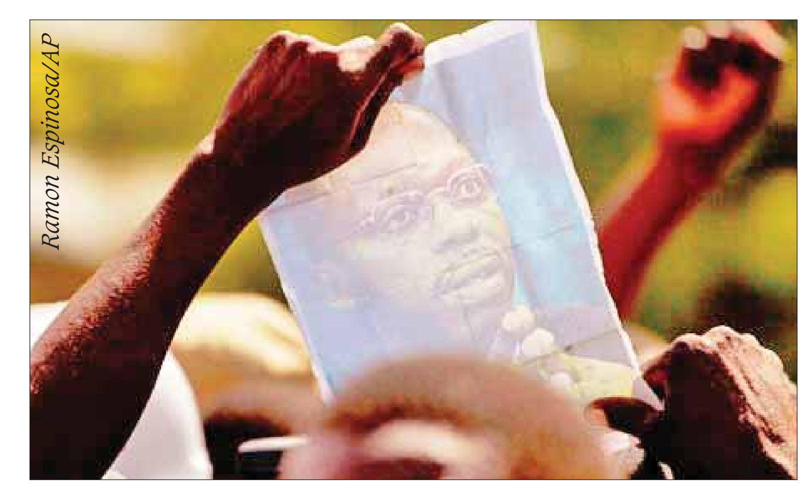
Why might Aristide be anxious to return to Haiti before 20 March? First, President Préval has already exceeded his mandate, which ended on 7 February. This makes his position weak and contested. Add to this the reality that, in Haiti, a president-elect becomes the de facto power even before his inauguration. Therefore, after 20 March, it might be impossible for Aristide to safely return to Haiti.

Aristide first came to power 20 years ago as the champion of the people's uprising against the Duvalier dictatorship and the neo-Duvalierist juntas that followed its 7 February 1986 fall. Seven months after his inauguration, President Aristide was overthrown by a US-backed neo-Duvalierist military putsch on 30 September 1991. "*Sweet Micky*" was one of the principal cheerleaders of this three-year coup, which claimed some 5,000 lives, according to Amnesty International.

In the years following Aristide's restoration to power in 1994, Martelly became obsessed with hatred for the man. In a video from not too long ago, which can be seen on YouTube (http://youtu.be/jPM9f3YxVsk), the candidate threatens a patron in a bar where he has performed. "*All those shits were Aristide's faggots,*" he says. "*I would kill Aristide to stick a dick up your ass.*"

Martelly is close to Col. Michel François, perhaps the 1991 coup's principal mastermind and executioner. François led soldiers who machine-gunned hundreds of demonstrators in front of the National Palace on 30 September, as a fact-finding delegation led by former US Attorney General Ramsey Clark learned three months after the coup.

Manigat is not much better. She is the wife, and many say the proxy, of former Haitian President Leslie Manigat. He was a perennial right-wing candidate who came to power in a 1988 election that was run and rigged by a neo-Duvalierist military junta. The rest of Haiti boycotted that election because the junta and its death squads had shot and macheted would-be voters in an aborted contest two months earlier. But Manigat and his wife had no scruples about climbing over the corpses of the November 1987 election massacre to go take up residence in the National Palace. Four months later, the junta evicted them when he got too big for his britches. Mirlande Manigat has also declared her opposition to Aristide's return "*before the election.*"



At most demonstrations, like this one, protestors hold up pictures of the exiled former president Aristide.

Let's imagine that the US succeeds in ramming this bogus election (Haitians call it a "*selection*") down the people's throats and that Aristide tries to return after 20 March. He would likely be met by policemen upon landing in Port-au-Prince. But the cops would not escort him to a luxury hotel, as they did former dictator Jean-Claude Duvalier when he returned, without a squeak of US or French protest, from 25 years of exile on 16 January. Instead, Martelly's or Manigat's police would likely take Aristide directly to jail, or worse.

As his lawyer, Ira Kurzban, said, Aristide "*is genuinely concerned that a change in the Haitian government may result in his remaining in South Africa.*" But if Aristide does arrive as planned, later this week, before the election, his mere presence in the country will eclipse the contrived hoopla of the Manigat/Martelly contest. Although they may not be able to stop the US/OAS gambit, the Haitian people may be able to mount a successful boycott, as Haitian voters did in the April and June 2009 elections, where turnout was less than 5%.

Many grassroots groups are calling for another massive boycott now to discredit the "*mascarade,*" as they refer to it. Already, only 23% of the Haitian electorate took part in the first round (the lowest turnout for a presidential election in Haiti, or anywhere in Latin America, in the past 60 years) – in large part because Aristide's party, the Lavalas Family, was arbitrarily and unjustly excluded.

"*The department of state has previously said that [Aristide's return] is a decision for the Haitian government,*" Kurzban said. "*They should leave that decision to the democratically elected government instead of seeking to dictate the terms under which a Haitian citizen may return to his country.*"

Aristide's return this week is essential – because he wants it, the Haitian people want it, and, perhaps most importantly, Washington and the Duvalierists do not.

DE SUHARTO À
L'HISTOIRE S

Par Michel Chossudovsky *

Et si les Etats-Unis, après avoir été les soutiens des dictateurs déchus, étaient les véritables instigateurs ou du moins les principaux bénéficiaires de leur chute ? C'est en tous cas, l'opinion de l'auteur qui fait le parallèle entre les évènements actuels d'Égypte et ceux d'Indonésie en 1998.

Pour répondre à la question posée dans le titre l'histoire se répète peut être, mais en ce qui concerne les pays aujourd'hui en lutte, elle n'est ni finie, ni écrite d'avance

En mai 1998, le président Suharto d'Indonésie a été renversé à la suite de manifestations de masse.

Les médias occidentaux ont signalé tous en chœur la « démocratisation » : le « roi de Java » avait été renversé par des manifestations de masse, comme ce fut le cas d'Hosni Moubarak, décrit par les médias contemporains comme le « pharaon d'Égypte ».

La crise asiatique de 1997

La crise financière asiatique de 1997 qui a servi à appauvrir des millions de personnes a été l'œuvre des spéculateurs institutionnels. Ce fut un processus de manipulation délibérée du marché qui consistait à déstabiliser les monnaies nationales par la « vente à découvert » **.

La rupiah indonésienne a été déstabilisée, les prix des aliments sont montés en flèche, les salaires réels se sont effondrés de plus de 50 %. Les travailleurs de Nike dans la fabrication d'articles destinés à l'exportation, recevaient 45 dollars par mois avant la crise. Dans la foulée de la dévaluation de la rupiah, leurs salaires ont chuté à moins de 20 dollars par mois.

Le mouvement de protestation de mai 1998 contre le président Suharto a été déclenché par la pauvreté largement répandue et les inégalités sociales causées par la « médecine économique » fatale du FMI, imposée avant et après la crise asiatique.

Le 13 mai 1998, le meurtre de six étudiants à l'Université Trisakti à Jakarta a donné lieu à des demandes de résignation du président Suharto, lequel avait occupé la présidence pendant 31 ans.

Dans un commentaire publié par l'Irish Times en mai 1998, l'auteur du Centre de recherche sur la mondialisation, Finian Cunningham a abordé l'euphorie des médias occidentaux, décrivant Suharto comme le « roi de Java renversé par son peuple »

« [Cette évaluation] juge très mal l'équilibre du pouvoir, non seulement en Indonésie mais dans bien d'autres parties du monde. La principale leçon à tirer de l'agitation en Indonésie, devrait être le rôle décisif joué par les États-Unis et le Fonds monétaire international (FMI). Si des gens doivent s'attribuer le mérite d'avoir renversé Suharto de manière décisive, ce sont ces hommes de main de l'ordre capitaliste mondial, pas le pouvoir populaire [ ] Après avoir pillé durant environ 30 ans les riches ressources de l'Indonésie, il est devenu évident que Suharto ne convenait plus aux puissances occidentales, lorsque l'Indonésie a attrapé la grippe financière asiatique l'automne dernier. Contrairement aux autres tigres faibles de l'Asie, Suharto s'est révélé insuffisamment habile dans la gestion du traitement choc néolibéral habituel du FMI visant une soi-disant reprise économique [...] Ce néocolonialisme a pour effet de permettre un meilleur contrôle des ressources d'un pays par le capital étranger et laisse invariablement la majorité de la population davantage dans la misère, alors que la richesse est siphonnée encore plus rapidement sur les marchés boursiers de Londres et New York.

En Indonésie, les signes sont déjà inquiétants. Le successeur de Suharto n'est plus dévoué à la démocratie et à la justice sociale, la machine militaire du pays continue à fonctionner avec une efficacité brutale et, notez ceci, le FMI réitère ses appels aux « réformes libérales » et aux réductions dans les dépenses publiques.

Malheureusement, ce n'est pas une affaire de « roi renversé par le peuple », mais plutôt de « sbire abandonné par la Mafia » - la Mafia étant l'élite financière occidentale qui peut continuer à tabasser les Indonésiens avec un autre instrument [1]. »

Les galonnés des armées et des appareils de renseignement indonésiens et égyptiens ont été entraînés aux États-Unis, aux mêmes académies militaires. Moubarak et Suharto ont tous deux été installés par Washington.

Les deux régimes et leurs armées ont commis des atrocités contre leur population. Les deux dirigeants ont servi à miner le nationalisme postcolonial.

Le massacre de 1965 financé par la CIA

En 1965, le major-général Suharto a été l'instigateur d'un massacre de plus d'un demi-million de membres et de partisans du Parti communiste d'Indonésie (incluant des membres de leurs familles). Ce massacre, financé par la CIA, a été exécuté en coordination avec l'ambassade étasunienne : le but ultime était d'affaiblir et de déloger le gouvernement nationaliste de Sukarno, lequel avait l'appui du Parti communiste.

Dans un contexte différent, le maréchal de l'air Hosni Moubarak a joué un rôle similaire dans la transition ayant suivi la période nationaliste Nasser-Sadat. Il est devenu vice-président en 1975 et a été installé comme président dans la foulée de l'assassinat d'Anwar Sadat en 1981.

Des documents déclassifiés confirment l'étendue du massacre en Indonésie financé par les États-Unis : Par exemple, un rapport de l'ambassade des États-Unis daté du 13 novembre 1965 transmettait des informations de la police voulant que « de 50 à 100 membres du Parti communiste indonésien (PCI) [aient] été tués chaque nuit en Java orientale et centrale [...] ». L'ambassade a par ailleurs admis dans un aérogramme [2] du 15 avril 1966 destiné à Washington : « Franchement, nous ne savons pas si le nombre [de membres du PCI tués] est plus près de 100.000 ou de 1.000.000, mais nous croyons qu'il est plus sage de se tromper en mentionnant les estimations plus basses, particulièrement lorsque nous sommes questionnés par la presse. » À la page 339, on semble endosser le nombre de 105 000 morts qu'avait proposé l'agent du service extérieur Richard Cabot Howland en 1970 dans une publication classifiée de la CIA.

Relativement à une autre question très controversée, celle de l'implication des États-Unis dans les tueries, le volume comprend une « note éditoriale » à la page 387 décrivant l'aérogramme du 10 août 1966 envoyé par l'ambassadeur Marshall à Washington et indiquant qu'une liste des hauts dirigeants communistes préparée par l'ambassade, sans lui être attribuée, « était apparemment utilisée par les autorités indonésiennes en matière de sécurité, lesquelles ne semblent pas avoir la moindre information officielle sur le leadership du PCI de l'époque ». Le 2 décembre 1965, Green a endossé un paiement clandestin de 50 millions de rupiah au mouvement Kap-Gestapu qui menait la répression. Toutefois la réponse de la CIA au département d'État, datée du 3 décembre, est entièrement classifiée. [3].

L'intervention de la CIA dans la publication du département d'État n'est que la dernière d'une série de controverses semblables remontant à 1990, lorsque la CIA a censuré un volume de l'État sur l'Iran au début des années 1950 afin d'exclure toute référence au coup appuyé par la CIA qui a renversé Mossadegh en 1953. [4]

Changement de régime en Indonésie

En mai 1998, le climat était jubilatoire à Jakarta et ressemblait énormément à celui qui règne en Égypte aujourd'hui. Sous les ordres de Washington, Suharto a été remplacé par son vice-président B. J. Habibie. « Pour les étudiants, c'était une affaire du genre « le roi est mort, à bas le roi ! » [...] L'ambiance avait commencé à changer très tôt lorsque des rumeurs couraient à l'effet que le président Suharto allait s'adresser à la nation à 9 heures du matin. Des centaines de personnes se sont réunies devant un grand écran de télévision dans l'entrée sale et faiblement éclairée lorsqu'est apparu un général Suharto à l'air fatigué.

Ils ont écouté silencieusement jusqu'à ce que le seul président qu'ils aient connu en Indonésie leur dise : « *J'ai décidé de quitter ma fonction de président de l'Indonésie, dès aujourd'hui, le jeudi 21 mai 1998, lorsque j'aurai fini de lire cette déclaration.* »

À cet instant, ils ont collectivement poussé un cri de jubilation qui a duré plusieurs minutes. Personne n'a entendu le général Suharto poursuivre pour annoncer qu'en vertu de la Constitution, son adjoint, M. B.J. Habibie, deviendrait président jusqu'à la fin de son mandat, lequel prend fin en 2003. Ils n'ont pas non plus entendu le général conclure en disant : « *Je demande pardon pour toutes mes erreurs et mes lacunes.* » [Massacre de 500 000 personnes, M.C.]

Les étudiants dansaient sur le toit, sautaient dans les airs et dans la fontaine ornementale dehors. Ils se roulaient même dans les débris de trois jours d'occupation.

Quelques-uns pleuraient, d'autres priaient, les couples s'enlaçaient. Seulement neuf jours après que les troupes eurent tué quatre d'entres eux sur le campus de Trisakti, ils n'arrivaient pas à croire qu'ils avaient réussi à renverser le dirigeant qu'ils tenaient responsable.

[...] La nuit précédente, le général Wiranto avait évalué la situation de la sécurité avec les trois chefs de service et le chef de la police nationale. Les perspectives étaient sombres. Les étudiants représentant 50 universités prévoyaient demeurer dans le Parlement jusqu'à ce que Suharto démissionne. Ils étaient largement appuyés, même par l'armée. Cet appui faisait partie du processus de changement de régime. [5] « L'édifice appartient au peuple, à nous tous », a déclaré le lieutenant-colonel Nachrowi, porte-parole du commandement militaire de Jakarta, expliquant qu'il n'y avait pas d'ordre de mettre fin à la manifestation. [6]

Les étudiants avaient coopéré



Suharto (à droite) et Moubarak ont tous deux été des homm



Sous les ordres de Washington, Suharto (à gauche) a été remplacé par son vice-président B. J. Habibie (à droite)



Le feld-maréchal Mohamed Hussein Tantawi ministre égyptien de la Défense, commandant en chef des Forces armées et chef du conseil supérieur de l'armée depuis le 11 février 2011, est le chef d'État de facto en Egypte

À MOUBARAK : SE RÉPÈTE ?


es de main des États-Unis recrutés dans les rangs de l'armée


Le peuple Egyptien exigeant la chute du régime de Moubarak


Le feld-maréchal Mohamed Hussein Tantawi, et le secrétaire à la Défense étasunien Robert Gates

avec les soldats et fait appel au commandant de l'armée de Jakarta, le brigadier-général Silalahi, lorsque des documents clés sont disparus après que deux intrus eurent infiltré le corps étudiant. [7]

Entre-temps, les événements se bousculaient ailleurs. La secrétaire d'État étasunienne, Mme Madeleine Albright, a suggéré publiquement que le général Suharto démissionne, annonçant ainsi la fin de l'appui international. Il avait été impossible pour le président Suharto de mettre en place le comité de réforme qu'il avait promis mardi, car les universitaires l'avaient rejeté. [8] Le général Suharto n'avait pas d'autre alternative que de remettre le pouvoir aux mains de son copain de longue date, M. Habibie, et de s'assurer auprès du général Wiranto, un autre de ses protégés qu'il a mis en poste en janvier, que la famille conserverait son statut et sa richesse.

La décision a été prise à une heure du matin chez Suharto. Les étudiants ont compris tout ce qu'elle impliquait seulement lorsqu'ils ont entendu l'enregistrement de la déclaration du général Suharto annonçant sa démission.

L'euphorie s'est rapidement dissipée. Ils s'étaient débarrassés du « vieux voleur », comme l'a dit un étudiant en économie, mais Habibie « est pareil, un autre criminel ». Une femme d'âge moyen, disant avoir fait partie du personnel du président a fait remarquer dégoûtée : « Il s'inclinait devant Suharto et l'embrassait constamment. »

Les étudiants avaient goûté à une victoire enivrante et ne voulaient pas être déçus par un compromis laissant les alliés de M. Suharto en place. Ils avaient ouvert le paysage politique à une véritable réforme démocratique, mais sentaient qu'ils devaient être actifs et vigilants, sans laisser leurs gains filer.

Le Dr Amien Rais - un vieil ami de M. Habibie - a dit hier qu'il attendrait de voir la composition du nouveau Cabinet qui sera annoncée ce matin avant de décider s'il l'endosserait. Son conseil aura beaucoup de poids auprès des étudiants, qui, pour l'instant, ne bougent pas du Parlement.

Au cours de la journée hier, de plus en plus d'étudiants sont arrivés pour se joindre aux célébrations d'une victoire extraordinaire, soit le renversement du dirigeant asiatique le plus longtemps en poste. De petits camions roulaient avec à bord des volontaires lançant des boissons et des sacs de riz offerts par un riche sympathisant. Les étudiants chantaient, dansaient et se prenaient en photo.

Plus tard, ils voudront tous dire qu'ils étaient là, dans le Parlement, lorsque le général Suharto, connu comme le roi de Java, a été renversé. [9].

La fin de Suharto a entraîné la continuité. Jusqu'à ce jour, la machine militaire, combinée à une forme de développement capitaliste impitoyable, règnent en Indonésie. Le pays est riche en ressources naturelles et producteur de pétrole, et pourtant, la pauvreté et le chômage sont endémiques. Des conglomérats étrangers se sont appropriés la richesse du pays avec le soutien de la machine militaire et de l'appareil policier.

Suharto et Moubarak ont tous deux été des hommes de main des États-Unis recrutés dans les rangs de l'armée. Ce sont des dirigeants éjectables : lorsque l'on n'a plus besoin d'eux, on les remplace. Pour reprendre Finian Cunningham relativement à l'Indonésie (1998), « *la machine militaire du pays continue de fonctionner avec une efficacité brutale* ».

Des élections démocratiques ont eu lieu en 1999 et le Parlement a nommé Abdurrahman Wahid président et la fille de Sukarno, Megawati, vice-présidente. Wahid a été destitué par la suite. L'illusion d'un gouvernement populiste persistait avec Megawati comme pantin présidentiel (2001-2004).

Entre-temps, le rôle de l'armée et ses liens avec les États-Unis sont demeurés indemnes. En 2004 un (ancien) commandant militaire de carrière, Susilo Bambang Yudhoyono, est devenu président. Il avait des liens étroits avec le Pentagone et a été formé à Fort Benning et à l'US Army Command and General Staff College à Fort Leavenworth au Kansas. Il a été réélu en 2009.

Égypte : un coup d'État financé par les États-Unis ?

En Égypte, la machine militaire domine après la chute de Moubarak. Le feld-maréchal Mohamed Hussein Tantawi, ministre égyptien de la Défense, commandant en chef des Forces armées et chef du conseil supérieur de l'armée depuis le 11 février 2011, est le chef d'État de facto et Omar Souleimane est vice-président. Les deux hommes ont été désignés par les États-Unis.

Le feld-maréchal Tantawi et le secrétaire à la Défense étasunien Robert Gates. Tantawi a noué il y a longtemps des liens dans les plus hautes sphères de l'armée étasunienne, soit depuis l'époque où il était au commandement des forces alliées durant la guerre du Golfe en 1991. Ahmed Shafik, un ancien commandant en chef de l'Armée de l'air occupe le poste de premier ministre.

Non seulement l'armée a le mandat d'implanter la démocratie, mais plusieurs leaders de l'opposition, dont Mohammed El-Baradei, ont aussi appelé la population égyptienne à appuyer l'armée.

L'opposition dans la société civile, soutenue par les États-Unis, (comprenant Kefaya et le Mouvement du 6 avril) est en contact à la fois avec les militaires et l'ambassade étasunienne. On rapporte que ses membres « ont rencontré de hauts gradés du conseil supérieur de l'armée ». « Les manifestants ont dit que les généraux avaient exprimé leur «sincère intention de préserver les gains de la révolution». » [10]

Sincère intention ? Souleimane et Tantawi, maintenant tous deux responsables de la « transition démocratique » au nom du mouvement de protestation, sont les nouveaux sbires militaires de Washington. Tant pis pour la démocratie. Les deux hommes sont chargés de torturer au nom de la CIA en vertu du programme de « restitution extraordinaire » de l'agence.

L'Égypte est la destination la plus courante pour les suspects envoyés par les États-Unis dans le but d'être interrogés et, en dernier lieu, torturés. La restitution extraordinaire, c'est [...] parfois la torture par procuration ou l'externalisation de la torture. Parfois les agents de la CIA vont avec les détenus dans la salle d'interrogatoire. La plupart du temps toutefois, ils sont à l'extérieur de la salle et entrent une fois que le détenu a été torturé afin de le questionner. [...] Les États-Unis envoient 1,5 milliards de dollars annuellement à l'Égypte et la majeure partie de cet argent va à l'armée. Et pourtant, les États-Unis ont toujours été au courant de ces violations flagrantes des droits de la personne par le gouvernement égyptien. Nous avons financé tout le gouvernement et la police qui commettaient ces actes. Omar Souleimane, le vice-président, était le pilier de la torture égyptienne quand la CIA envoyait des prisonniers en Égypte en vertu de son programme de restitution extraordinaire. En réalité, il a lui-même commis certains des pires actes de torture. Il supervisait la torture par la police secrète et il est pourtant un ami très proche du gouvernement étasunien, y compris de l'administration Obama. [11].

Washington tire les ficelles qui contrôlent à la fois l'appareil militaire et l'opposition de la société civile égyptienne. Les détails de la « négociation » entre les représentants du mouvement de protestation et les militaires ont déjà été déterminés par Washington DC.

La société civile et les groupes de jeunesse financés par les États-Unis ont trahi le mouvement populaire.

Post Scriptum : Article original en anglais, Dictators are


Omar Souleimane, le vice-président, était le pilier de la torture égyptienne quand la CIA envoyait des prisonniers en Égypte en vertu de son programme de restitution extraordinaire

“Disposable” : The Rise and Fall of America's Military Henchmen, History Repeats Itself ? From the “King of Java” to the Pharaoh of Egypt, publié le 18 février 2011.

***Michel Chossudovsky** est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de « Guerre et mondialisation », « La vérité derrière le 11 septembre » et de la « Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial » (best-seller international publié en 12 langues).

Notes

[1] Finian Cunningham, Irish Times, 25 mai 1998. À titre plus personnel, c'est grâce à cet article sur l'Indonésie paru dans l'Irish Times en 1998 que je suis entré en contact avec Finian Cunningham, qui est aujourd'hui un collaborateur régulier du Centre de recherche sur la mondialisation.

[2] Feuille de papier léger comportant un bord gommé et (le plus souvent) un timbre imprimé, destiné à être replié pour servir à la fois de lettre et d'enveloppe, et à être expédié par avion.

[3] pp. 379-380

[4] . National Security Archive.

[5] Comparez avec l'Égypte. M. C.

[6] Comparez à l'Égypte, février 2011, M.C.

[7] Comparez à l'Égypte.

[8] L'histoire se répète. Comparez les déclarations de Madeleine Albright à celles d'Hillary Clinton, M.C.

[9] Conor O'Clery, The day the 'king of Java' was deposed by his own people, Irish Times, 22 mai 1998

[10] . Egypt's opposition fights itself as army tightens control - World Wires - MiamiHerald.com, 14 février 2011

[11] Marjorie Cohn, Egypt was a common destination for torture of detainees sent by U.S, Global Research, 16 février 2010

** **Ndlr.** La **vente à découvert** consiste à vendre à terme un titre que l'on ne détient pas le jour où cette vente est négociée mais qu'on se met en mesure de détenir le jour où sa livraison est prévue. Si la valeur du titre baisse après la vente à découvert, le vendeur peut racheter les titres au comptant et dégager une plus-value. Si, à l'inverse, elle monte, le vendeur s'expose à un risque de perte illimitée, tandis qu'un acheteur ne peut pas perdre plus que sa mise de fonds.

Michel Chossudovsky, Bandung, Indonésie, 15 février 2011

Traduit par Julie Lévesque pour Mondialisation.ca.
Transmis par Michel Peyret
Rouge Midi 3 mars 2011

Venezuela : La grève de la faim à la mode de Washington

Par Eva Golinger

Le 31 janvier dernier, neuf étudiants vénézueliens entraient pour quelques semaines en grève de la faim, aujourd'hui terminée, pour "réclamer la libération de ce qu'ils considéraient comme « prisonniers politiques » et demander au gouvernement d'accepter une enquête de l'Organisation des Etats Américains (OEA) sur la situation des droits de l'Homme dans le pays". L'avocate et journaliste américaine Eva Golinger s'est intéressée à ces mouvements d'étudiants et après enquête, elle en arrive à la conclusion que les Etats Unis utilisent ces mouvements comme actions de déstabilisation du pouvoir pour provoquer un mécontentement dans le pays et isoler le gouvernement vénézuélien à l'échelle internationale, en le désignant comme « répressif ».

C'est au milieu de la nuit du jeudi 17 février que le Ministère des Affaires Etrangères des Etats-Unis a déclaré son soutien inconditionnel au groupe de jeunes en grève de la faim au Venezuela. Ceux-ci réclamaient la libération de supposés « prisonniers politiques ».

Dans une dépêche envoyée à des journalistes de Venezuela et d'ailleurs, le Département d'Etat étasunien a exprimé sa « préoccupation pour la santé et le bien-être des étudiants qui risquent leur vie pour la démocratie et les libertés individuelles ». Dans le même temps, le gouvernement étasunien a « prié instamment » le gouvernement vénézuelien « d'accepter une visite de l'Organisation des Etats Américains », afin de « promouvoir le dialogue et la compréhension ».

Il n'est pas d'usage pour Washington d'émettre une note spéciale en plein milieu de la nuit à propos de 20 personnes en grève de la faim dans un pays étranger, mais cela n'est pas surprenant lorsque cela touche le Venezuela.

Depuis de nombreuses années, c'est le gouvernement étasunien qui a choisi, formé et financé ce même groupe de jeunes vénézueliens pour l'aider à créer un mouvement « étudiant » contre le gouvernement d'Hugo Chavez. L'objectif est d'organiser des actions permanentes de déstabilisation pour déclencher des protestations dans tout le pays et ainsi isoler le gouvernement vénézuelien, jugé « répressif », sur le plan international.

La stratégie des « Révolutions de couleur »

Ces étudiants grévistes de la faim sont membres de Jeunesse Active Venezuela Uni (JAVU) qui affirme avec fierté être affilié à OTPOR au Venezuela.

OTPOR est une organisation serbe qui a été financé à hauteur de plusieurs millions de dollars par le Département d'Etat étasunien et ses agences, comme l'USAID, la NED, l'Institut pour la Paix (IFP) et l'Institut Albert Einstein (AEI), ainsi que de l'appui stratégique et politique de Washington. Ce mouvement a ainsi pu renverser Slobodan Milosevic en Yougoslavie en l'an 2000.

OTPOR est depuis utilisé par la diplomatie étasunienne comme modèle pour un « changement de régime » sans coup d'Etat et sans intervention militaire. Elle est allée jusqu'à financer la production d'un documentaire expliquant comment OTPOR a fait tomber Milosevic, intitulé « comment renverser un dictateur ». Ce document a été diffusé ces dernières années dans les institutions américaines de nombreux pays, comme à Cuba ou au Venezuela.

La stratégie de ces « révolutions de couleur » consiste à affaiblir et a désorganiser les piliers du pouvoir (l'Etat, les forces vives) et à neutraliser les forces de sécurité, le tout, dans un contexte électoral. Robert Helvey, colonel de l'armée étasunienne et membre de l'Institut Albert Einstein (AEI, cellule principale de formation à ces techniques) explique que l'objectif n'est pas de détruire les forces armées ou de police, mais de les convaincre d'abandonner le gouvernement actuel et de leur faire comprendre qu'ils ont une place dans le pouvoir à venir. Par le biais d'opérations psychologiques à leur destination, la stratégie vise à nouer des liens avec les militaires pour négocier. [1]

Les médias servent quant à eux à donner une aura internationale à ces mobilisations contre un Etat supposément « répressif ». Les manifestations de rue, les grèves de la faim, donnent l'impression que le pays se trouve dans une situation chaotique, instable, et que le pouvoir est prêt à tomber devant l'insurrection populaire. Lorsque pour rétablir l'ordre et faire appliquer la loi, l'Etat réagit, les médias sont utilisés pour accuser le gouvernement de répression et de violation des droits humains. Tout ceci permet de justifier n'importe quelle agression externe ou interne contre l'Etat.



Grévistes de la faim enchaînés et arborant le drapeau vénézuélien avec 7 étoiles, symbole de la IVe République (symbole du pouvoir d'avant Chavez), éléments du show. Noticias Radio lago

Le cas vénézuelien

En 2003, l'AEI a tenu un atelier de formation à destination de l'opposition vénézuelienne pour développer une stratégie basée sur les techniques de ces coups d'Etat en douceur pour « restaurer la démocratie ». Le rapport d'activité de 2004 de cet Institut précise que des syndicalistes, des politiques et des dirigeants d'ONG ont entre autres participé à cette formation.

L'opposant Robert Alonso, présent à ces sessions, a admis que ce sont ces enseignements, supervisés par le colonel Helvey et Gene Sharp (le gourou des révolutions colorées) qui ont donné naissance aux Guarimbas, bandes violentes de rue ayant pour but de créer le chaos au Venezuela en 2004.

En mars 2005, de nouveau, l'opposition vénézuelienne rencontre l'AEI cette fois au siège de l'Institut, à Boston, pour une formation destinée aux lycéens et aux étudiants. Pour l'occasion, deux leaders d'OTPOR se déplacèrent de Serbie, Slobodan Dinovic et Ivan Marovic, pour apprendre aux étudiants vénézueliens à s'organiser. Dans le même temps, les financements de l'USAID, de l'IRI (Institut Républicain International), la NDI (Institut National Démocratique) et de la Ned (Fondation Nationale pour la Démocratie) à l'opposition vénézuelienne se sont accrus de manière significative.

En 2006, G. Sharp, le colonel Helvey et les jeunes experts d'OTPOR organisent avec ces étudiants vénézuéliens le « Plan V » pour les élections présidentielles de décembre 2006. Leur stratégie échoue du fait d'une mobilisation trop peu importante et des techniques encore peu perfectionnées.

Ce ne fut qu'en avril 2007, avec le prétexte de la fermeture de la chaine de télévision RCTV que ces jeunes purent mettre en œuvre la première phase de leur plan. Ainsi naquit le mouvement étudiant des Mains Blanches (« Manos Blancas ») dirigé par Yon Goicochea, l'une de ceux ayant assisté aux formations de G. Sharp.

Quatre autres étudiants sont sélectionnés pour recevoir à Belgrade un entraînement intensif avec les experts d'OTPOR : Ronel Gaglio de l'Université Monte Avila, Geraldine Álvarez, Rodrigo Diamanti et Eliza Totaro de l'Université Catholique Andrés Bello. De retour au Venezuela, ils eurent pour tâche de mobiliser leurs mouvements contre la réforme constitutionnelle de décembre 2007.

Dans le même temps, le Secrétariat d'Etat Américain, grâce à son relais officieux à Caracas, l'Agence Internationale pour le Développement des Etats-Unis (USAID), entame le financement de nombreux projets universitaires au Venezuela [2] ainsi que de diverses ONG liées à l'opposition comme « Leadership y Vision », toujours dans le but de réaliser des ateliers de formation avec étudiants, lycéens et journalistes.

Quelques millions de dollars furent ainsi distribué à ces agences par le Département d'Etat pour financer des formations, des cours sur la démocratie, les droits humains, et même des cours d'écriture de CV, sur les campus vénézuéliens, pour attirer et influencer la jeunesse du pays.

En 2008, Yon Goicochea, l'un des agents principaux choisi par Washington reçoit un prix de 500 000 dollars par l'Institut Catholique. Avec cet argent, il crée « Futuro Presente », fondation qui vise à former la jeunesse au leadership et à l'idéologie démocratie, « à l'américaine ». En 2009, cette organisation crée l'Université d'été El Cato pour promouvoir l'idéologie de la droite dure américaine, le néolibéralisme et le capitalisme, toujours dans l'intention de recruter des jeunes pour lutter contre le gouvernement révolutionnaire.

En août 2009, 8 étudiants choisis par le Département d'Etat pour un programme « La démocratie pour les jeunes leaders politiques » partent durant un mois se former aux Etats-Unis. Au cours de leur tournée étasunienne, ils font la promotion d'une marche mondiale : « Assez de Chavez ! ». Ils nouent dans le même temps des liens supplémentaires avec diverses agences américaines.

Les 15 et 16 octobre 2009, de nombreux jeunes vénézuéliens participent au Second Sommet de l'Alliance de Mouvements de Jeunesse (AYM) à Mexico. Parrainée par le Département d'Etat, c'est Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat en personne qui s'exprimera durant cette rencontre. La délégation vénézuelienne rassemblaitnYon Goicochea, Rafael Delgado et l'ex dirigeante étudiante Geraldine Álvarez, membre de la fondation Futuro Presente. Ce sommet a également rassemblée un attelage d'experts en nouvelles technologies et réseaux sociaux, comme Facebook, Twitter et Youtube, ainsi que des fonctionnaires des agences de Washington, spécialistes dans subversion et la déstabilisation de gouvernements non inféodés à l'agenda de Washington. Le but était de former ces jeunes à l'usage des réseaux sociaux pour promouvoir des actions politiques contre leur gouvernement.

En mai 2010, l'offensive se poursuit avec un voyage aux Etats Unis de Roderick Navarro, autre figure des mouvements étudiants vénézuéliens, actuellement gréviste de la faim. Navarro, président de la Fédération des Centres Universitaires de l'Université Centrale du Venezuela est allé jusqu'à Miami pour « se réunir avec le mouvement étudiant vénézuélien de l'extérieur » et travailler à la création d'un « réseau international incluant les étudiants cubains et iraniens ». Selon Navarro, ce réseau permettra « que le monde sache les violations des droits de l'Homme qui existent dans nos pays »

En avril 2010, l'Institut George W. Bush, avec l'organisation étasunienne Freedom House, organise une rencontre entre les « activistes pour la liberté et les droits humains » et les « experts d'Internet » pour analyser « le mouvement global de cyberdissidence ».

Ce colloque, réalisé à Dallas au Texas réunit Rodrigo Diamanti de Futuro Presente (Venezuela), Arash Kamangir (Iran), Oleg Kozlovsky (Russie), Ernesto Hernández Busto dit Pajaro Tieso, blogueur cubain qui vit à Barcelone, Isaac Mao (Chine) et Ahed Alhendi (Syrie). On compta également dans l'assemblée des membres du haut gouvernement étasunien, ainsi que d'autres organisations comme les services de renseignement de Washington. L'objectif était cette fois de « coordonner une campagne internationale via Internet pour dénoncer les gouvernements des pays suivants : Cuba, Venezuela, Iran, Syrie, Russie et Chine, contre les « violations des droits humains » et pour la liberté d'expression.

Durant la même semaine, d'autres étudiants vénézueliens étaient, eux, invités à la conférence annuelle du Mouvement Mondial pour la Démocratie, structure créée et financée par la NED. La réunion, organisée à Jakarta, en Indonésie, a offert une tribune aux vénézuéliens pour dénoncer le gouvernement d'Hugo Chavez comme « dictatorial » et « violeur de leurs droits ».

MADE IN USA

La liste de ces soutiens et contacts permanents entre le Département d'Etat, ses agences, et l'opposition étudiante au Venezuela, constitue la preuve irréfutable que ce groupe est sous les ordres et en faveur des intérêts de Washington.

Ces derniers jours, de nombreux porte-paroles étasuniens ont tenté de faire un parallèle entre l'Egypte de Moubarak et le Venezuela de Chavez. Alors que les deux situations n'ont rien de commun, Washington, et ses agents aux Venezuela, cherchent à déformer la réalité pour déclencher des actions contre le gouvernement vénézuélien, en utilisant ces jeunes grévistes de la faim comme chair à canon. Où alors, comment peut-on expliquer que des jeunes risquent leur vie pour demander la libération de criminels, assassins et corrompus, qu'ils appellent prisonniers politiques ? Il s'agit bien d'une manipulation très dangereuse.

Cette mise en scène sous forme de « reality show » a été mise à nu et ils ne pourront pas une fois de plus atteindre leurs objectifs. Mais les liens entre Washington et certains étudiants vénézuéliens continuent de représenter une atteinte grave à la souveraineté nationale et au futur de la Révolution Bolivarienne.

Notes :

[1] : à noter que dans le cas des grévistes de la faim au Venezuela, le général Antonio Rivero s'est déclaré solidaire de l'action.

[2] : liste exacte des établissements universitaires concernés par cette campagne : l'Université Métropolitaine, l'Université des Andes, à Merida, l'Université Centrale du Venezuela, l'Université Humboldt, l'Université Santa Maria et l'Université Catholique Andrés Bello.

Source : El Correo del Orinoco
20 fevrier 2011
Traduction : G.S
Larevolucionvive 27 fevrier 2011

Les nouveaux musiciens de Sweet Micky



Louis Gary LISSADE



Michel Martelly et son mentor Bill Clinton



Par Joseph François Maximilien PIERRE

Il y de cela 22 ans, Joseph NAMPHY (frère du général Henry NAMPHY), responsable du casino de l'hôtel El Rancho, fait appel à Michel Martelly pour assurer l'animation chaque soir pour ses clients. Avec Ralph au tambour et Grégory MAYARD-PAUL à l'accordéon commence le début d'une grande aventure. 17 albums et pas mal d'excentricités et de propos grivois plus tard, nous sommes bien loin du « Sweet Micky for sweet people » de Tamara. Entre temps, le chanteur a décidé de troquer ses habits de musicien pour le complet du politicien. Il veut s'en prendre au « système » responsable selon lui de tous les maux du pays. Il prône le changement, croit qu'il est investi d'une certaine mission celle de « changer le système » et pense être l'incarnation de ce changement.

Pour orchestrer ce changement, le chanteur s'est entouré d'une batterie d' « experts » qui devraient nous pondre dans les jours à venir le fameux programme devant conduire le pays vers le changement promis.

Au niveau de la justice, le bâtonnier Gervais CHARLES est l'une des figures de proue. Il est le petit frère du Dr René CHARLES, le médecin personnel de François DUVALIER. La présence du bâtonnier au sein d'une équipe de campagne avait déjà suffisamment suscité pas mal de remous dans les milieux du droit, sur le bien-fondé éthique d'une telle position. Le bâtonnier étant censé être au-dessus de la mêlée. Pire, ce dernier n'allait pas à hésiter à intégrer le conseil de la défense de Jean-Claude DUVALIER. Les responsables des organisations des droits humains et pas mal de citoyens protestèrent de l'incongruité d'une telle démarche. Notre homme de loi persista malgré tout dans cette voie.

Les frères Mayard-Paul occupent une place particulière dans l'équipe d'hommes de loi de Sweet Micky. Ils sont ses amis d'enfance. Grégory est son condisciple. Il est le parrain d'Olivier-Michel, le fils aîné de Martelly. Et ce dernier est aussi le parrain d'un de ses enfants. Ils ont encore plus d'influence dans les décisions du candidat que Gervais Charles lui-même.

Pour compléter cette équipe, Sweet Micky a fait appel à de vieux routiers de la politique et du droit : Gary LISSADE et Calixte DELATOUR. Le premier fut bâtonnier de l'Ordre des Avocats entre 1990 et 1994 durant la période troublée du coup d'état contre le président Aristide. Il ne s'était pas particulièrement illustré à ce poste dans la défense de pas mal de situations où le droit était foulé aux pieds. Ceci lui a valu d'exercer ses fonctions sans être inquiété. Avec le retour au pouvoir d'Aristide, il semble opérer une conversion et devient président de la Commission Présidentielle d'Appui au Conseil Électoral entre 1997 et 2000. Tout le monde se rappelle comment se sont soldées ses élections qui ont ouvert la voie à la longue crise électorale de 2000 dont l'issue finale a été la chute d'Aristide. Il boucle son parcours politique en devenant entre 2001 et 2002, le ministre de la Justice du même Aristide. J'ai cherché vainement une action d'éclat à mettre à son actif au cours de son passage au ministère qui pourrait lui accorder la présomption de sa capacité à changer le système, je n'ai encore rien trouvé.



Avec Ralph au tambour et Grégory MAYARD-PAUL à l'accordéon, commence le début d'une grande aventure



De gauche à droite Wyclef Jean, Raymond Joseph du journal Haiti Observateur et Michel Martelly



Calixte DELATOUR

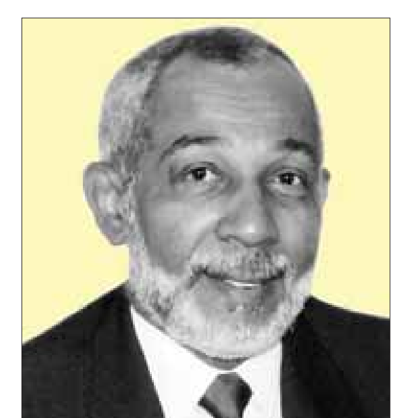
Calixte DELATOUR est un avocat et militant duvaliériste présent sur la scène politique depuis 1946. Il est l'oncle de Leslie DELATOUR qui avait épousé en secondes noces Élisabeth Débrosse DELATOUR, l'actuelle femme de René Préval. Je signale en passant que cette dernière est la fille de Huguette NAMPHY, la sœur d'Henry NAMPHY. J'espère que vous suivez mon regard. Calixte Delatour a été avocat de Raoul CÉDRAS jusqu'à son départ pour l'exil en 1994. Reconverti depuis, il a été le dernier Ministre de la Justice d'Aristide durant la période troublée 2002-2004. En dépit de la protestation à l'époque des organisations des droits humains, il a été maintenu à son poste par Aristide. Et je pense qu'il le lui a bien rendu puisqu'en dépit des exactions commises par le régime et ses complices, rien n'a été fait pour assurer un minimum de justice à la population.

Enfin, Carlos HERCULE, Rigaud DUPLAN et Jean Renel SANON complètent l'équipe juridique de Martelly.

Dans le domaine de la santé, certains groupes d'intérêt ont émergé au milieu d'un petit noyau de copains. Dr Ronald Victor LAROCHE, probablement l'un des médecins les plus riches d'Haïti est l'architecte du tout nouveau plan de santé en devenir du candidat. Ronald LAROCHE est le directeur exécutif de l'organisation dénommée Développement des Activités de Santé en Haïti (DASH). Cette organisation offre des services dans le domaine de la santé au niveau de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince. Sous couvert d'une association à but non lucratif se cache une formidable machine à sous qui lui permet en toute impunité de s'en mettre plein les poches.



Le bâtonnier Gervais CHARLES



Le conseiller politique de Sweet Micky, Daniel SUPPLICE

Ainsi Dr Laroche possède pas mal d'hôpitaux : Jude-Anne, St Charbel, St Landry, St James et si certains se sont écroulés ou sont devenus inopérants suite au séisme, il n'en dispose pas moins d'un grand réseau d'infrastructures de santé. Il offre des services de prépaiement des services de santé aux petites bourses qu'il baptise pompeusement assurance de santé. Son grand rêve: obtenir le contrat d'assurance de l'État et déboulonner le Groupe Santé Plus (GSP) détenteur du contrat des employés de la fonction publique. La prestation des services de GSP est très loin de satisfaire ses assurés mais je doute que le modèle du DASH ne soit pire. Si vous voulez avoir une idée de ce que pourrait être le système de santé avec Sweet Micky essayez d'obtenir une consultation dans les locaux du DASH ou de ses structures de prestation.

Je termine en soulignant un fait qui a toute son importance. Ronald LAROCHE est le fils de Victor LAROCHE. Ce dernier a occupé entre 1966 et 1985 le siège de président de la Croix Rouge Haïtienne. Cette institution n'a jamais pensé visiter les installations de Fort Dimanche, du Pénitencier National ou des Casernes Dessalines où étaient emprisonnés dans des conditions infrahumaines des centaines de nos compatriotes. Après ce passage à la Croix Rouge, le Dr Victor LAROCHE a été ministre de la santé publique de

Suite à la page (16)

Lettre de protestation contre Alvaro Uribe en France!

Des parlementaires français et européens suite à la nomination de M. Alvaro Uribe en France

Nous, parlementaires français et européens, tenons à faire part de notre indignation suite à la nomination de l'ex-président colombien M. Alvaro Uribe Velez comme enseignant à l'École Nationale d'Ingénieurs de Metz (ENIM), en contrepartie des contrats juteux passés entre cette institution éducative et l'Etat colombien.

L'Union européenne et la France se revendiquent de la défense des droits de l'homme. Ce serait ajouter une nouvelle incohérence à l'accomplissement de ces objectifs politiques, et ce serait rendre un bien mauvais service à l'éducation de jeunes européens que d'accepter une telle nomination.

Nous tenons à rappeler le bilan des mandats de Monsieur Uribe en termes de droits de l'homme :

- M. Uribe a mis en place une politique controversée dite de « sécurité démocratique » visant officiellement à lutter contre l'insécurité et renforcer l'Etat de droit. Dans le contexte du conflit armé que connaît la Colombie depuis plus de 50 ans, celle-ci promet notamment aux soldats, primes et avantages pour chaque guérillero tué au combat. Cette « politique du chiffre » catastrophique a eu pour effet d'inciter les militaires à assassiner plus de 3000 civils innocents, issus de quartiers pauvres, afin de les déguiser et de les présenter comme « guérilleros morts au combat »

- De nombreuses affaires de corruption, d'assassinat et les révélations conséquentes à la mise en œuvre de la loi « Justice et paix » ont permis de mettre en évidence les liens forts existant entre les escadrons de la mort (paramilitaires) liés à la mafia et la famille politique de M.Uribe. Plus de 120 politiciens proches de son gouvernement ont été mis en examen et plusieurs dizaines d'entre eux ont déjà été condamnés pour ces liens criminels. M. Mario Uribe, cousin et associé politique de l'ex-président, vient d'être condamné à sept années et demi de prison pour s'être allié et avoir utilisé ces organisations criminelles afin de faciliter son élection au parlement national et pour s'approprier illégalement une grande quantité de terres fertiles.

- La Colombie est aujourd'hui le 2ème pays (derrière le Soudan) qui compte le plus de déplacés internes au monde. Bien que ce phénomène ait commencé avant l'arrivée au pouvoir de M. Alvaro Uribe, on estime qu'environ 2,4 millions de personnes ont été déplacées durant son mandat. On dénombre par ailleurs l'existence de plus de mille fosses communes en Colombie. Une zone d'enfouissement de plus de 2000 corps non identifiés, « alimentée » par les militaires depuis 2005, a été récemment mise à jour dans le département du Meta. Dans d'autres régions, des rapports font état de l'existence de fours crématoires pour faire disparaître les corps des victimes.

- De nombreuses affaires de corruption impliquant le gouvernement et la famille politique de M. Uribe ont émaillé son mandat. A titre d'exemple aujourd'hui son ex-ministre de l'agriculture est mis en examen pour avoir détourné d'énormes sommes d'argent de leur objectif initial (aides à la petite paysannerie) au profit de grands propriétaires terriens et pour contribuer indirectement au financement de la réélection de M. Uribe.

- Sous la présidence de M. Uribe, les services secrets colombiens (DAS) ont été utilisés pour espionner, persécuter, menacer, stigmatiser et attaquer des défenseurs de droits humains, des syndicalistes, des opposants politiques, des journalistes, et la Cour Suprême de Justice ; la récente découverte de documents internes du DAS a même permis de révéler la volonté de surveiller et de discréditer la Sous-Commission des droits humains du Parlement européen, le Bureau du Haut-commissaire aux droits humains de l'ONU, et les ONGs de défense de droits humains. Parmi ces organisations ou personnes, nombreuses sont celles qui ont été explicitement désignées par l'ex-président comme « vitrine



L'ex-président colombien M. Alvaro Uribe Velez

intellectuelle » des FARC, les mettant de ce fait en danger de mort.

La nomination de M. Uribe au poste de « professeur des universités » à l'ENIM n'est pas fortuite. Elle survient après l'attribution par l'administration colombienne alors que M. Uribe en était encore le président, de contrats pour la modernisation de centres de formation colombiens (SENA). Monsieur Uribe avait du reste déjà été nommé « Ingénieur Honoris Causa de l'ENIM » à cette occasion. Rattrapé dans ces graves affaires dans son pays, il avait déjà tenté de se donner une respectabilité en se faisant nommer professeur à l'Université de Georgetown (USA). Mais cette tentative avait suscité un fort rejet de la part du milieu universitaire et de la société civile des Etats-Unis.

Nous appelons aujourd'hui toutes les citoyennes et tous les citoyens français-e-s et européen-ne-s à faire de même aujourd'hui en dénonçant avec nous la nomination de M. Alvaro Uribe à l'ENIM, et nous exigeons de cette institution éducative qu'elle rompe au plus tôt ce contrat qui lui fait honte.

Nous estimons que le système éducatif européen ne peut servir à blanchir des personnes ayant commis des violations des droits de l'homme, et que Monsieur Uribe doit répondre de celles dont il est responsable devant la justice colombienne, ou à son défaut, devant la Cour pénale internationale.

Suite à la page (15)

Les deux séismes



Le vendredi 11 Mars, un puissant séisme de magnitude 8,9 a ébranlé le Japon



Le séisme et le tsunami qui ont dévasté vendredi la côte nord-est du Japon

Par Fidel Castro

Un puissant séisme de magnitude 8,9 a ébranlé aujourd'hui le Japon. Le plus préoccupant, c'est que les premières nouvelles font état de milliers de morts et de disparus, des chiffres vraiment inhabituels dans un pays développé où toutes les constructions sont antisismiques. On parlait même d'un réacteur nucléaire hors de contrôle. On informait quelques heures plus tard que les quatre centrales nucléaires proches de la zone la plus touchée étaient contrôlées. On faisait aussi état d'un tsunami avec des vagues de dix mètres de haut qui a provoqué une alerte au raz-de-marée pour tout le Pacifique.

L'épicentre du séisme a été situé à 24,4 kilomètres de profondeur et à cent kilomètres de la côte. Si le séisme s'était produit à moins de profondeur et de distance, les conséquences auraient été plus graves.

La Terre a été déplacée sur son axe. C'est donc le troisième phénomène de grande intensité qui se produit en moins de deux ans, après Haïti et le Chili. On ne saurait accuser l'homme de telles tragédies. Chaque pays fera sûrement son possible pour aider ce peuple laborieux qui a été la première et seule victime d'une attaque atomique inutile et inhumaine.

Selon le collège officiel des géologues d'Espagne, l'énergie libérée par le séisme équivaut à deux cent millions de tonnes de dynamite.

D'après une information de dernière heure transmise par l'AFP, la compagnie japonaise Tokyo Electric Power a fait savoir : « Conformément aux instructions gouvernementales, nous avons libéré une partie de la vapeur contenant des substances radioactives… Nous suivons la situation. Aucun problème ne s'est présenté pour l'instant… On signale aussi des désajustements concernant le refroidissement dans trois réacteurs d'une seconde centrale proche, Fukushima 2. Le gouvernement a ordonné l'évacuation des zones environnantes dans un rayon de dix kilomètres dans le cas de la première centrale et de trois kilomètres dans celui de la seconde. »

Un autre séisme de nature politique et potentiellement plus grave, concerne la Libye et touche d'une façon ou d'une autre tous les pays. Le drame que vit ce pays bat son plein et son dénouement est encore incertain.

Un grand branle-bas de combat a sonné hier au Sénat étasunien quand James Clapper, le directeur national du renseignement, a affirmé devant la Commission des services armés : « Je ne crois pas que Kadhafi ait la moindre intention de partir. D'après les preuves en notre possession, il semble s'installer dans un processus de longue durée. »

Il a ajouté que Kadhafi comptait deux brigades qui « lui sont très loyales ». Il a signalé que « les attaques aériennes de l'armée fidèle à Kadhafi avaient causé des dommages «principalement» à des édifices et à l'infrastructure, plutôt que des pertes dans la population. »

Le général de corps d'armée Ronald Burgess, directeur de l'Agence de renseignement de la Défense, a affirmé devant cette même commission : « Kadhafi semble «devoir rester au pouvoir, à moins qu'une autre dynamique ne modifie l'actuelle». »

Il a assuré : « L'occasion que les rebelles avaient eue au début du soulèvement populaire «a commencé à changer». »

Comme on peut en inférer de mes Réflexions du 9, je ne doute absolument pas que Kadhafi et les dirigeants libyens se sont trompés de faire confiance à Bush et à l'OTAN.

Je ne doute pas non plus que les États-Unis et l'OTAN ont l'intention d'intervenir militairement en Libye et de faire avorter la vague révolutionnaire qui ébranle le monde arabe.

Les peuples qui s'opposent à l'intervention de l'OTAN et défendent l'idée d'un règlement politique sans intervention étrangère sont convaincus que les patriotes libyens défendront leur patrie jusqu'à leur dernier souffle.

Fidel Castro Ruz
Le 11 mars 2011

Suite de la page (14)

Signataires :

Jürgen Klute, député Européen, Allemagne, Délégation à l'Assemblée parlementaire EUROLAT.
Jean-Luc Mélenchon, député Européen, France, Vice-président Commission des affaires étrangères.
Nikolaos Chountis, député Européen, Grèce, Commission des affaires économiques et monétaires.
Martine Billard, députée française, Vice présidente du Groupe d'Amitié France-République de Colombie.
Marie-Christine Vergiat, députée Européenne, France, Sous-commission de Droits de l'Homme.
Cornelia Ernst, députée Européenne, Allemagne, Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures.
Gabriele Zimmer, députée Européenne, Allemagne, Commission du développement.
Eva-Britt Svensson, députée Européenne, Suède, Présidente de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres.
Georgios Toussas, député Européen, Grèce, Commission des transports et du tourisme
Charalampos Angourakis, député Européen, Grèce, Commission du développement régional.
Bairbre de Brún, députée Européenne, Royaume-Uni, Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.
Thomas Händel, député Européen, Allemagne, Commission de l'emploi et des affaires sociales.
Willy Meyer, député Européen, Espagne, Vice-président de la Délégation à l'Assemblée parlementaire EUROLAT.
Sabine Wils, députée Européenne, Allemagne, Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.
Helmut Scholz, député Européen, Allemagne, Commission du commerce international.
Catherine Grèze, députée Européenne, France, Délégation à l'Assemblée parlementaire EUROLAT.
Yves Cochet, député français, Secrétaire de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
Sabine Losing, députée Européenne, Allemagne, Commission des affaires étrangères.
Miguel Portas, député Européen, Portugal, Commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale.
Jacky Henin, député Européen, France, Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie.
Raül Romeva Rueda, député Européen, Espagne, Délégation à l'Assemblée parlementaire EUROLAT.
Dominique Voynet, parlementaire française, Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
Noël Mamère, député français, Secrétaire de la commission des lois.
Francois de Rugy, député français, Secrétaire de l'Assemblée nationale.
Jean Desessard, parlementaire français, Commission des affaires sociales.
Ivan Renar, parlementaire français, Vice-Président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.
Marie-Christine Blandin, parlementaire française, Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.
Michel Billout, parlementaire français, Vice-Président de la commission des affaires européennes.
Alima Boumediene-Thierry, parlementaire française, Membre de la commission des affaires européennes.
Anny Poursinoff, députée française, Membre de la commission des affaires économiques.
Pascal Canfin, député European, France, Commission des affaires économiques et monétaires.

Parlement européen, le 9 mars 2011

Suite de la page (4) Le peuple...

avec la Police Nationale d'Haïti et notre présence robuste servira à dissuader les personnes qui veulent créer des troubles. » a fait savoir le chef de la Police de la Minustah, Marc Tardif.

En désespoir de cause, voici que les violons ne s'accordent pas réellement entres les soldats des forces d'occupation de la Minustah et les agents de la PNH, qui sont à couteaux tirés avec les autorités de la justice haïtienne. Le samedi 5 mars dernier, 3 jeunes garçons qui collaient des photos d'un candidat aux alentours du palais national ont été arrêtés par les agents de la PNH et retrouvés mort par la suite, le mardi 8 mars à la morgue de l'hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti par des membres de leurs familles.

Selon les familles des victimes, les 3 jeunes ont été interpellés par une patrouille de la police nationale qui devait les conduire au commissariat de Port-au-Prince. Cependant, après 3 jours de recherches au commissariat et au Pénitencier national, les cadavres de ces 3 jeunes ont été retrouvés à la morgue de l'HUEH ce mardi matin.

Selon un responsable du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), il s'agirait dans ces cas là d'exécutions sommaires par les agents de la PNH. Les prises de photos à la morgue ont montré que les victimes avaient subi des tortures avec des traces de coups et de blessures sur leurs corps mutilés et des impacts de balles.

L'un des porte-paroles de la PNH, Garry Desrosiers a confirmé jeudi 10 mars dernier, lors d'un point de presse hebdomadaire, l'arrestation et l'assassinat de ces 3 jeunes. Il a également annoncé l'ouverture d'une enquête par l'institution policière pour faire le jour sur la circonstance exacte de l'assassinat odieux des 3 jeunes garçons, surpris en train de coller des affiches d'un candidat à la présidence.

Selon le porte-parole de la PNH, les agents en questions ont été déjà interrogés par l'Inspection générale de la PNH et sont placés actuellement en isolement au commissariat de Pétion-Ville. De plus, Garry Desrosiers a confirmé aussi que les noms des 3 jeunes arrêtés arbitrairement ne figurent pas dans les registres d'aucun commissariat de la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Dans le Nord du pays des incidents violents se sont produits lors d'un rassemblement électoral au Cap-Haïtien, jeudi 10 mars dernier. Les partisans des deux prétendus finalistes s'étaient affrontés à coups de pierres. Le bilan s'est soldé par plusieurs blessés dans les deux camps. Sur la place Notre-Dame de la ville du Cap-Haïtien, des individus brandissant des photos du candidat Michel Martelly, ont été roués de coups et leurs vêtements déchirés par des bourreaux armés et vêtus de noir assurant la sécurité de la candidate Mirlande Manigat. En réplique, les partisans de Michel Martelly qui s'étaient réfugiés dans le cimetière du Cap-Haïtien ont riposté en lançant des pierres et des tessons de bouteilles en direction des partisans de la partie adverse afin de les disperser. Le rassemblement s'était prématurément terminé dans le désordre le plus total. Le groupe musical, Baricad Crew a été contraint de mettre fin à la séance de l'animation pour éviter la confrontation.

Dans l'intervalle, lors du débat télévisé du mercredi 9 mars 2011, au Karibe Convention Center, où le journaliste Guyler C. Delva a été agressé par les agents de sécurité, le candidat Michel Martelly était très agressif en vers les journalistes qui posaient des questions pertinentes sur sa capacité réelle de gérer les affaires de la res publica et d'autres questions concernant ses dettes aux Etats-Unis ; Martelly s'était montré en colère et avait déclaré haut et fort : *« Kite l vini, se voye yo voye l, m ap tann li. »*. Parmi les journalistes visés : Gotson Pierre du Groupe Média-alternatif et le responsable de l'agence en ligne AlterPresse qui faisait partie de l'équipe des journalistes questionnant les deux candidats marionnettes de l'international. Dans une déclaration du Groupe Média-alternatif, en date du 11 mars 2011, on a précisé : *« Les graves déclarations du candidat peuvent être considérées, à raison, comme des menaces à la liberté de la presse et d'expression, qui sont des acquis du 7 février 1986, date de la chute de la dictature sanguinaire des Duvalier. »*

De son côté, dans une note de presse, datant du 11 mars 2011, l'Association des Journalistes Haïtiens (AJH) condamne les propos agressifs et menaçants de Michel Martelly : *« L'Association des journalistes Haïtiens (AJH) condamne les propos agressifs et menaçants de Michel Joseph Martelly à l'endroit des journalistes participant à un débat télévisé, le mercredi 9 mars 2011. Les termes employés par le candidat à la présidence rappellent, dans une période pas trop lointaine, qu'un président de la République avait manifesté de pareilles agressivités à une question d'un journaliste au palais national. Face à ces différents actes, l'AJH exprime ses inquiétudes quant au respect de la liberté de la presse dans l'éventualité d'une présidence de Michel Joseph Martelly»*.

Outre l'agressivité de Martelly envers des journalistes, sa moralité et sa capacité de gestion de la chose publique ont été mises en question. Vu qu'il venait de perdre 3 maisons qu'il avait achetées dans le Sud de la Floride, aux Etats-Unis d'Amérique. Ces 3 maisons avaient été confisquées faute de paiement d'un million de dollars US, selon le journal Miami Herald.

Certains s'interrogent sur la gestion catastrophique du candidat à la présidence, Michel Martelly : *« Si l'expérience de gestion des affaires de Martelly n'est pas un succès, les électeurs haïtiens doivent en être au courant et le candidat devrait expliquer. »* Et d'autres se demandent : *« Si son trésorier vole de l'argent pendant qu'il est président, se contentera-t-il de dire qu'il ne savait pas et que c'est son trésorier qui est responsable ? Dans ce cas, ce ne sera pas un leader. Evidemment, il ne fait montre d'aucun scrupule, d'aucune éthique quand il renonce à des engagements pris envers des banques. Si on a failli à ses engagements par trois (3) fois, où va-t-il passer pour honorer des promesses de campagne à un peuple pauvre de son pays ? On semble être face à quelqu'un qui au vu de l'argent facile pourrait entrer facilement dans le jeu de la corruption avec les pires espèces d'entre eux. »*

Dans le Sud du pays, les protestations au sein de l'appareil électoral local battent leur plein. Des manifestants ont causé un accident mortel, faisant ainsi une quinzaine de morts et une vingtaine de blessés graves. Déjà le sang commence à couler : 3 jeunes garçons ont été assassinés à Port-au-Prince, des affrontements dans le Nord, des manifestations dans le Sud et dans d'autres départements du pays. Peut-on conclure qu'on s'achemine déjà vers une autre catastrophe électorale à la manière du 29 novembre 1987 ?

Suite de la page (4) Cuba: Célébration...

bilan de son travail effectué en Haïti pour l'année 2010. Au cours de l'année 2010, cette brigade en service dans le pays a réalisé plus de 1.7 million de consultations dont 37.845 opérations chirurgicales et 10,170 accouchements.

Dans les prochaines années, la brigade médicale cubaine toujours présente en Haïti va renforcer, selon le docteur en chef, Lorenzo, le système de santé haïtien et les soins primaires, afin d'éradiquer l'épidémie de Choléra apportée par les soldats des forces d'occupation de l'ONU en Haïti. Les accords tripartites avec le Brésil et les autres pays vont être également renforcés pour mieux servir le peuple haïtien, dans les coins les plus reculés du pays.

Docteur Lorenzo a rappelé que la brigade cubaine fourni de l'aide dans 69 unités du Programme de Santé-Cuba, Venezuela et dans 87 Centres du ministère de la Santé publique et de la population (MSPP). Il a signalé également que 10 hôpitaux communaux financés par l'Alliance Bolivarienne pour les peuples de l'Amérique (ALBA) seront construits et opérationnels cette année, ainsi que deux cliniques et un entrepôt pour médicaments et l'équipement sanitaire.

De plus dans le domaine de l'éducation, Cuba a apporté son soutien à la méthode « Oui je peux ». Cette année on va apprendre à lire et à écrire à plus de 240 milles Haïtiens. Le responsable du programme d'alphabétisation, de la coopération cubaine en Haïti, Leonela Inès Relys Diaz a fait une mise au point sur l'avancement de cette coopération la semaine dernière. Depuis le début de cette coopération, il y a 10 ans, les coopérants cubains ont appris à lire et à écrire à plus de 160 milles analphabètes avec la méthode rapide et reconnue dans le monde entier pour la formation des adultes. Pour les analphabètes haïtiens, cela a été une bénédiction.

Et cette année, les coopérants cubains prévoient d'alphabétiser 120 mille personnes et le programme a pour objectif d'alphabétiser plus de 240 mille Haïtiens dans les prochains 22 mois dans les départements de l'Ouest, du Sud-est et du Nord du pays. Pour accomplir cette noble œuvre, 150 superviseurs, plus de mille animateurs et 15 techniciens sont mobilisés dans près de 9 milles écoles du pays. Le coût du programme s'élève environ à 5 millions de dollars, financé en totalité par le Venezuela. Ce programme a été créé en 1999 à la demande du leader de la révolution cubaine, Fidel Castro Ruz.

Suite de la page (13)

Jean-Claude Duvalier. Si ceci est bien compris, il n'est nullement étonnant que le certificat médical de complaisance qui a permis à Jean-Claude Duvalier de ne pas se présenter au tribunal émanait de l'hôpital St Landry, propriété de Ronald V. Laroche. De plus des relations de famille très proches lient les Laroche aux Duvalier. La femme de Victor Laroche, Paulette Raymond, est la sœur du tristement célèbre général Claude Raymond.

Les autres copains faisant partie du lot d'experts de Sweet Micky sont les médecins : Pierre POMPÉE, Nancy Martelly GARNIER (la petite sœur de Michel), Philippe LARCO (ami d'enfance de Martelly et neveu par alliance de Gervais CHARLES), Nancy Charles LARCO (femme de Philippe, neveu de Gervais Charles, fille du Dr René Charles- le médecin personnel de François Duvalier), Brigitte HUDICOURT (PDG de la ORL-O, un regroupement de médecins spécialistes en oto-rhino-laryngologie et ophtalmologie).

L'équipe économique de Sweet Micky est constituée de certaines personnalités ayant des positions idéologiques très éloignées du discours officiel du candidat ou de celui de la nébuleuse Repons Peyizan qui chapeaute la candidature du chanteur. Pierre Marie BOISSON, l'économiste en chef du Groupe Sogebank a repris du service. Plus prudent que lors des dernières élections où il avait publiquement apporté son soutien à Charles-Henry BAKER, il préfère ce coup-ci rester dans l'ombre. Gladys COUPET, de l'Association Professionnelle des Banques (APB) et membre du groupe de travail sur la compétitivité est aussi du nombre. Enfin, Hans TIPPENHAUER, un ingénieur industriel qui avait occupé le fauteuil de trésorier au sein du conseil d'administration de la défunte TELECO durant la transition complète le groupe. Tippenhauer dans un long article intitulé «La politique autrement» croit que « *la bourgeoisie doit s'immiscer beaucoup plus dans les affaires de notre pays...* » et que « *Quoiqu'on dise de cette bourgeoisie, elle a longtemps contribué à l'avancement du* pays. » Sans commentaires.

L'expert en affaires étrangères de Sweet Micky est Jean-Robert ESTIMÉ. Il avait déjà occupé un pareil fauteuil sous Jean-Claude Duvalier. Proche de même de René Préval, il serait l'un de ses conseillers ce qui expliquerait que son nom avait été cité comme présidentiable au cours de l'été précédent. Il dirige présentement le projet Winner- un projet disposant d'un budget impressionnant- pour le compte de la USAID.

Le conseiller politique de Sweet Micky est Daniel SUPPLICE. Duvaliériste notoire, il a occupé entre 1977 et 1986 de hautes fonctions dans l'administration. Ainsi, il a été tour à tour, Directeur général de l'Immigration et de l'Émigration en 1979- époque où il fallait une autorisation pour entrer ou laisser le pays, Sous-secrétaire d'État de l'Intérieur de la Défense Nationale de 1979 à 1981, sous-secrétaire d'état des affaires sociales entre 1981 et 1983, secrétaire d'état des affaires sociales entre 1983 et 1985, Ministre des Affaires sociales de 1985 à 1986. Et j'en passe. En outre, il est membre fondateur du parti libéral haïtien. Il clame maintenant haut et fort que les idéologies n'ont plus de valeur.

George MICHEL fait partie du petit cercle d'intime de Sweet Micky. Ami personnel de René Préval, il avait suggéré qu'un prix Nobel soit décerné à ce dernier, ce qui avait suscité un vif débat dans la société.

L'éminence grise de la campagne de Sweet Micky est Antonio Solá Reche. Ce citoyen espagnol- un temps menacé d'expulsion par le gouvernement Préval pour ingérence dans les affaires de souveraineté nationale- serait payé $US 50,000 le mois pour ses précieux conseils. Il est secondé dans sa tâche par Damian Merlo, au même tarif. Ce dernier est le directeur exécutif de la firme Ostos & Sola, créée par Solá et Gloria Ostos, il y a neuf ans. Leur stratégie au premier tour reposait essentiellement sur deux piliers. Premièrement, faire croire à tous qu'il existe une différence entre Sweet Micky et Michel Martelly. Deuxièmement, insister sur le fait que Martelly n'est pas un élément du système. Si cette approche a plus ou moins bien fonctionné au premier tour, il semble qu'elle éprouve de plus en plus de difficultés à convaincre l'opinion publique. Et les déclarations inconvenantes de Martelly dans le Nord Est et ses alliances avec des tenants du système ne sont pas de nature à faciliter la tâche à Sola et Merlo.

Deux caractéristiques essentielles se dégagent des campagnes de communication conduites par Solá : un penchant pour les campagnes de dénigrement et une plus grande capacité à faire perdre des voix à l'adversaire qu'à faire gagner des voix à leur poulain. La firme Ostos & Solá a été le cerveau du succès en 2006 de Felipe Calderón au Mexique. Par contre, elle a enregistré depuis une succession de défaites en Argentine contre Cristina Kirchner, au Pérou contre Alan García, au Guatémala contre Álavaro Colom, en Espagne contre Mariano Rajoy, au Salvador contre Mauricio Funes.

Pour finir avec les listes des personnes faisant partie du cercle intime de Sweet Micky, il importe de mettre l'emphase sur Sophia Saint-Rémy Martelly, la femme de Michel Martelly. Cette dernière serait selon l'entourage du candidat la personne la plus influente du groupe. Et, comme au temps du groupe musical, elle a la haute main sur beaucoup de décisions capitales dépassant de loin ses sphères de compétence. Il n'y a pas beaucoup de renseignements disponibles sur la femme de Martelly.

Selon les informations publiées sur le site de la Fondation Rose et Blanc- le bras social de Sweet Micky- elle serait née à New York de parents haïtiens. Le site fournit également des informations plutôt surprenantes et questionnables. Elle aurait reçu en novembre 2008, la plus haute distinction décernée à un citoyen, l'Ordre National Honneur et Mérite au grade de Chevalier pour son implication dans le soutien aux victimes de l'école de Nérette. Nous apprenons selon la même source qu' « elle a passé sa vie à aider les moins fortunés » et qu'elle est mieux connue pour son implication dans des activités de bienfaisance. Je dois avouer que les informations fournies par le site m'ont fait un peu tiquer et devraient surprendre beaucoup de personnes impliquées dans le social. Enfin, Carine BEAUVOIR, la cousine de Sophia, est au niveau du secrétariat du directoire de campagne.

J'ajoute encore comme faisant partie du cercle des intimes de Sweet Micky les personnalités suivantes. Jean Fritz JEAN-LOUIS, co-fondateur avec Louis Marie Michelle, Yves Antoine Jean-Louis et Jean Yves Muscadin Jason (l'actuel maire de la capitale) de la firme F&F Marketing ; une société travaillant dans la conception, la gestion et la réalisation de spectacles et dans l'achat et la vente de services. Philippe MALLEBRANCHE est le fils de Yves Mallebranche Papa de Yves Auto Parts (un magasin de pièces de voitures). Il vit en République Dominicaine et fait le va-et-vient entre les deux républiques de l'île. Gesner CHAMPAGNE est le président de la Fondation Séguin mais il est surtout marié à la sœur de Sophia, la femme de Martelly.

Pour conclure dois-je ajouter les musiciens « véritables » : Wyclef Jean, Shabba de Djakout, Jacques Sauveur Jean qui après avoir supporté René Préval et Jude Célestin au premier tour remet le couvert sans vergogne pour Sweet Micky.

1er mars 2011

Suite de la page (8)

la victoire. Ils ont deux fers au feu. Gagnants à tous coups. Coup d'état militaire, coup d'état électoral, coup bas, coup fourré. Ils ne vont pas faire de coups d'épée dans l'eau avec des critiques « intempestives ». Yoga, gymnastique. On se prépare fébrilement à courber l'échine. Excellence par-ci, Excellence par-là. Et tout cela est excellent pour la santé financière des uns et des autres. Contrats juteux, postes à pourvoir. Le pouvoir aux plus coupables. Mais, il y aura beaucoup d'appelés et peu d'élus. Alors là, on passe sans transition à l'opposition radicale et réclame la démission et l'ex-île.

Ebats télévisés entre Manigat et Martelly. La belle et la bête. Corps-à-corps verbal dans une langue bâtarde mi-française mi-créole. Les promesses creuses n'engagent que ceux qui y croient. Le journaliste Guyler Delva est battu à la porte de l'Hôtel Karibe par des agents de « sécurité ». Pourtant, il avait la tête bien rasée. Tête pleine de questions insolentes. La veille, trois colleurs d'affiches de Manigat étaient abattus par les barbouzes de la PNH. Tais-toi, on tue ! Climat de tension sur fond de fausse cordialité. Fidèle à sa mauvaise réputation, Micky fait le gros dos. Il bombe la poitrine. Sa veste est vide. Il est chauve à l'intérieur de la tête mais il crâne. C'est du béton armé avec des barbelés et des tessons de bouteilles. La Borlette va jouer un rôle important dans son programme scolaire. Nos enfants affamés pourront bailler au Corneille et apprendre enfin les vers de Verlaine : « J'ai fait un rêve étrange et pénétrant ». 50, 15, 10 : banques de réparation et de reconstruction nationales. Grands interprètes des songes et des mensonges, les deux candidats manient les chiffres (boules malachong) avec adresse. Cailles écrasées, numéros effacés. Caisses de l'Etat : 105. Programme de gouvernement : verser du 109. Rêves de résurrection de l'armée des zombis en kaki et des forces des ténèbres. La tension monte dans la salle. Le sang sale se lave en famille. Excitation. Bandition. Folie meurtrière. « Je la dévorais des yeux. » Attention ! Sale caractère, tempérament sanguin. La modératrice craint un malheur. On a oublié d'enfermer Micky dans sa cage ! Rugissement de la bête blessée. Délire de persécution lorsqu'un journaliste lui pose une question gênante sur ses ténébreuses transactions immobilières. L'ancien cadet, est touché dans son for intérieur. Les yeux injectés de sang, le militaire raté montre des dents de Charles Oscar. Il martèle les menaces de représailles. Danger de viol et de violence. « Kite l vini. Se voye yo voye l. M ap tann li. » Führer de Martelly. Gesticulations fascistes. « A la guerre comme à la guerre ! »

Vendredi matin, vigoureuse protestation du Groupe Médialternatif. SOS Journalistes invite Micky à rectifier le tir. L'Association des Journalistes Haïtiens réagit et condamne les agressions « vers-balles ». Avec Micky, c'est le jubilée, le bal des adieux qui se prépare. Musique funèbre à l'orgue de barbarie. La Constitution, c'est du papier ; la baïonnette, c'est du fer. Transfert aux enfers avec plein de gros mots en guise d'oraison. Votre maman par-ci, votre maman par-là. Je vais vous guetter partout. Ceux qui ne connaissent pas Micky, voici Micky. Souvenez-vous qu'il n'y a qu'un seul Micky en Haïti (l'autre se trouve au Honduras) et qu'à son nom, tout le monde doit trembler. Journaliste fouille-apporte…absent ! Cela vous apprendra à ne pas vous mêler de ce qui vous regarde droit dans les yeux. La cécité, ça regarde tout le monde. La presse est déjà sous pression. Les hémophiles sont priés de s'abstenir. Le sang va couler à flot.

Au Cap, les skinheads attaquent. Climat d'intolérance, de provocation et de haute tension. Tout le monde est au courant. Personne ne pourra blâmer le black-out de la presse. Personne ne pourra plus prétendre de n'avoir pas entendu, de n'avoir pas su, de n'avoir pas vu venir cette orgie de violences.

Un débat télévisé n'est pas un colloque international sur le sexe des anges ou la couleur (rose ou blanche) des souliers de Saint Pierre. Mercredi matin, Micky engage un combat à l'arme blanche. Finies les histoires à l'eau de rose. Il se fait maître-chanteur. Manigat évite la confrontation. Aurait-elle d'autres anneaux chez l'orfèvre ? Elle esquive maladroitement les coups de langue de Martelly. La politique est un sport de contact. Il faut pouvoir réagir du tac au tac, du tacle au tacle. Ce n'est pas un dîner de gala ni un concours d'élégance et de générosité. Surtout lorsqu'on a affaire à un énergumène de la trempe de Micky. « M. Sweet Micky avec tout le respect que je vous dois, je dois vous dire que votre programme de gouvernement est une Borlette. C'est un mélange de rapadou et de doux vodou économique. » Voilà comment, Madame, on gagne les vraies élections avec deux petites phrases. Mais, il fallait y penser. A la place de Manigat, Youri Latortue aurait fait une seule bouchée de Micky. Ce n'est pas sans raison qu'on l'appelle Monsieur 30 pour « sang ».

Vendredi matin, dans les colonnes du Nouvelliste, chaque candidat émet sa propre note officielle pour proclamer victoire. Ils ont, chacun de son coté, gagné le débat. Le grand perdant est le peuple haïtien qui est resté sur sa faim.

Une fois de plus, la Communauté Internationale s'est engagée en Haïti dans une voie sans issue. Comme au début des années 90 où les Etats-Unis avaient été obligés de « défaire » le coup d'état militaire qu'ils avaient eux-mêmes patronné. Encore une fois, c'est la persistance dans l'erreur. Le refus de reconnaître au peuple haïtien le droit à l'autodétermination et à des élections libres, inclusives, honnêtes et démocratiques. Comme ce fut le cas en 1988, les « élections » de dimanche ne seront qu'une brève parenthèse dans l'histoire mouvementée de ce pays. Et, c'est dommage. Dommage d'avoir à refaire ce qui a été mal fait par les malfinis locaux et internationaux. Le moment est grave. Ce qui est certain, c'est que la Presse aura un rôle considérable à jouer dans le travail de conscientisation et de mobilisation pour la sauvegarde des acquis démocratiques. La bête immonde est à nos portes. Et, nous n'avons que les armes miraculeuses des mots pour combattre nos maux.

Suite de la page (7)

ce contexte bien particulier. Mais pas à n'importe quel prix évidemment » ! Ils savent, en effet, qu'avec Michel Joseph Martelly ils n'ont rien à craindre sur le plan gouvernemental.

Mais ils savent aussi qu'à tout moment ils peuvent faire face au pire avec quelqu'un qui, à tout moment sous prétexte de mettre de l'ordre, peut imaginer d'instaurer une dictature comme celle du temps de son ami Jean-Claude Duvalier qui l'a rejoint dans son combat. Pas de chèque en blanc non plus à Mirlande Manigat. La Communauté internationale finalement est partagée entre ses propres chevaux de course. Lequel aura sa préférence avec un soupçon de légitimité ? Il faudra attendre dimanche 20 mars pour se faire une idée. La seule certitude est que les « amis » d'Haïti ne jouent jamais perdant. Ils savent toujours sur quel cheval miser leur argent.

Cuba à l'ONU dénonce l'emprisonnement arbitraire des cinq



Il a relevé que la seule nouvelle sentence juste serait la libération immédiate de Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Ramón Labañino, Fernando González et René González

Cuba a de nouveau dénoncé devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU l'emprisonnement arbitraire des 5 Cubains aux Etats-Unis.

Nos 5 compatriotes purgent de très lourdes peines de prison dont deux à perpétuité dans des pénitenciers étasuniens. Ils ont été condamnés au terme d'un procès inique. Ils ont été accusés de conspiration afin d'espionner. Ils n'avaient pourtant fait que surveiller les organisations terroristes de Miami pour prévenir Cuba des attentats la prenant pour cible.

Dans une intervention au débat interactif du Groupe de Travail sur les Arrestations Arbitraires et du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées, le diplomate cubain Juan Antonio Quintanilla a relevé le suivi donné par le groupe à l'affaire des 5 Cubains prisonniers aux Etats-Unis dont l'arrestation a été qualifiée d'arbitraire.

Juan Antonio Quintanilla a signalé que, loin de respecter sa décision, les Etats-Unis ont maintenu leurs actions de manipulation politique et relevé que la Cour d'Appel était arrivée à la conclusion que les accusés pouvaient faire l'objet d'un procès impartial à Miami et que cet argument est insoutenable.

Il a ajouté que le procès intenté contre les 5 a été politiquement motivé dans un siège totalement hostile et qu'on leur a refusé l'accès à 80% de la documentation utilisée pour les inculper et les prises de contacts réguliers avec les avocats de la défense.

Le délégué cubain a rappelé que trois prestigieux juges de la Cour d'Atlanta, chargés de réviser l'affaire, avaient demandé le 9 août 2005 l'annulation du procès et l'annulation des sentences.« Exactement, un an plus tard, cette même Cour au grand complet, au terme d'un vote divisé, a refusé la tenue d'un nouveau procès et ratifié les sentences et elle a ordonné d'envoyer de nouveau l'affaire au groupe de juges pour considérer les autres aspects » -a-t-il ajouté.

Juan Antonio Quintanilla a indiqué que les procès pour dicter de nouvelles sentences contre 3 de nos 5 compatriotes sont une solution maquillée d'une réalité que l'on ne peut pas cacher.

Il a relevé que la seule nouvelle sentence juste serait la libération immédiate de Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Ramón Labañino, Fernando González et René González.

Juan Antonio Quintanilla a signalé que le gouvernement des Etats-Unis demande que le Groupe de Travail sur les Arrestations Arbitraires élimine l'affaire de sa liste, position que Cuba rejette tant que les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation qui a déterminé la conclusion 19/2005 du Groupe, ne seront pas prises.

CSL 9 mars 2011

Burkina Faso : Blaise Compaoré, dégage !

Par Zinaba Aboudou Rasmane, Pauline Imbach

Un fait divers à l'allure d'une mauvaise série B met le feu aux poudres... Pour comprendre ce qui s'est passé à Koudougou, un bref retour en arrière sur la situation s'impose.

Tout a commencé par une bagarre entre deux jeunes élèves, une fille et un garçon, d'un lycée de Koudougou (3ème ville du pays à 150 km de Ouagadougou la capitale). Après une paire de gifles qu'elle a reçue du jeune homme, la fille, petite amie d'un policier, s'en est allée porter plainte. Jusqu'ici tout va bien. Mais voilà que le jeune homme, Justin Zongo, ne répond pas à la plainte, ce qui énerve notre policier, ami de la victime. Celui-ci décide alors de venir chercher le jeune homme en pleine classe pour l'amener de force au commissariat, outrepassant le fait que les forces « du désordre » ont l'interdiction d'agir dans les établissement scolaires sans autorisation préalable. Une fois au commissariat, le jeune étudiant est passé à



Blaise Compaoré

Suite à la page (16)

Alan Gross écope de 15 ans de prison pour espionnage

Argentine : La Chancellerie Argentine a déposé plainte contre les États-Unis

L'Etasunien Alan Gross a été condamné à 15 ans de prison à Cuba pour espionnage au profit des États-Unis, a annoncé samedi un communiqué officiel.

Le tribunal provincial populaire de La Havane l'a reconnu coupable « d'atteintes à l'indépendance ou à l'intégrité territoriale », selon le communiqué diffusé au journal télévisé, une semaine après la fin de son procès.

Alan Gross, 61 ans, avait été arrêté le 3 décembre 2009 à La Havane où il se trouvait pour le compte d'une entreprise sous-traitante du département d'État des Etats-Unis d'Amérique.

Le gouvernement de Raul Castro l'accusait d'agir en fait comme un « agent » de Washington et de distribuer des équipements de communication sophistiqués à des opposants cubains.

Le parquet avait requis 20 ans de prison

Le 6 mars, à l'issue de deux jours d'un procès auquel la presse étrangère n'avait pu assister, les autorités ont affirmé qu'Alan Gross avait « *admis avoir été abusé* » par sa société. Selon la même source, il aurait également accusé l'entreprise « *de l'avoir mis en danger, l'amenant à sa situation actuelle et ruinant sa vie et celle de sa famille* ».



Alan Gross

Selon Washington, Alan Gross était employé par Development Alternatives, qui cherchait à aider la communauté juive de Cuba à communiquer avec l'extérieur, à l'aide de téléphones portables et d'ordinateurs.

Son arrestation a mis un coup d'arrêt à l'assouplissement des relations entre Cuba et les États-Unis -qui n'ont plus de relations diplomatiques officielles depuis 1961- amorcé après l'élection de Barack Obama à la présidence américaine.

Washington a clairement indiqué qu'aucune amélioration des relations ne serait possible avant la libération d'Alan Gross, tandis que La Havane réclame la libération de cinq agents cubains emprisonnés depuis 1998 aux États-Unis après avoir été condamnés à de lourdes peines pour espionnage.

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton avait appelé à sa libération « sans condition ».

Vétéran de programmes « d'aide au développement » dans diverses parties du monde, Alan Gross aurait perdu plusieurs dizaines de kilos et sa santé se serait nettement dégradée en prison, selon la presse des Etats-Unis.

Agence France-Presse
La Havane, 13 mars 2011

Le PC irakien victime de la répression politique

Dans une manœuvre soudaine, des unités de la police fédérale ont débarqué ce dimanche matin, 6 mars 2011, au siège du Parti communiste irakien, place Andalus, au centre-ville de Bagdad, tout comme au siège de son quotidien « Tareeq Al-Shaab » (La voie du peuple) rue Abu Nawas, et ont exigé que les deux locaux soient évacués d'ici 24 heures, sur la base d'ordres officiels. Le prétexte utilisé pour cette manœuvre est que les deux bâtiments sont propriétés de l'Etat et qu'ils devraient donc lui être rendus. Une période d'une semaine, toutefois, a été provisoirement accordée pour régler la question avec les autorités compétentes.

Un communiqué rendu par « Tareeq Al-Shaab » a souligné que ces mesures visant le PC Irakien survenaient dans le sillage des récentes manifestations de masse à travers l'Irak, et du soutien ferme apporté par le Parti communiste aux revendications légitimes du peuple. En conséquence, la politisation de la question ayant trait aux locaux susmentionnés, soulève de sérieuses préoccupations sur le respect des droits et libertés démocratiques.

Le communiqué rappelle également que les autorités avaient auparavant donné leur accord à une requête du Parti communiste, afin de louer les deux locaux qui sont occupés par le parti depuis plusieurs années. Le bureau du Premier ministre même avait émis plusieurs directives, la plus récente datant du 12 janvier 2011, demandant à l'exécutif de reporter le processus d'expulsion. Par ailleurs, « Tareeq Al-Shaab » a fait remarquer que plusieurs propriétés appartenant au Parti communiste Irakien qui ont été confisquées par le régime dictatorial de Saddam n'ont toujours pas été restituées au Parti en dépit des efforts continus du parti en ce sens.

Le local du Parti communiste Irakien

Traduction JC
Solidarite-internationale
14 mars 2011

Burkina Faso : Blaise Compaoré, dégage !

Suite de la page (17)
tabac dans les règles de l'art avant d'être relâché. Le jeune homme cherche alors du soutien en avertissant le procureur de Koudougou de la situation, qui convoque et sermonne le policier. Ce dernier retourne alors chercher Justin Zongo qui, trainé au commissariat est de nouveau passé à tabac. L'étudiant ne se remettra pas des coups reçus et il décèdera des suites de ses blessures, après avoir été hospitalisé.

Ses camarades de classe, qui avaient suivi de près cette affaire, organisent une marche jusqu'au gouvernorat de Koudougou. Là, le gouverneur déclare que le décès est dû à une méningite et un acte de décès est rédigé précipitamment pour confirmer cette thèse officielle. Cela n'est pas sans rappeler l'acte de décès de Thomas Sankara, sur lequel était mentionné "mort de mort naturelle"...

Injustices et répressions...

Le 24 févier, face à cette injustice criante, les étudiants se sont révoltés mettant le feu au gouvernorat, au commissariat et à une douzaine de véhicules. Les CRS de Koudougou (qui disposent d'un camp depuis peu dans cette ville « pour redresser la population » connue, depuis l'affaire Norbert Zongo, comme « rebelle » du Burkina Faso) viennent prêter main forte aux policiers. Ils ouvrent le feu et tuent le fils d'un commerçant. Immédiatement c'est toute une ville qui se lève et s'oppose aux forces du désordre. Puis rapidement le mouvement gagne les villes voisines de Poa, Kindi, Léo, Réo et tous les environs avant d'atteindre une semaine plus tard (le 7 mars) les villes de Bobo Dioulasso et Ouahigouya au nord du pays. Élèves et étudiants brûlent les commissariats en signe de protestation contre cette bavure policière. Bilan officiel : 6 morts, de nombreux commissariats brûlés et des policiers chassés de certaines villes.

...augmentation des tensions !

Pour apaiser les tensions, surtout en plein FESPACO (Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou), les autorités ne lésinent pas sur les moyens. Outre la répression, elles décident de fermer les lycées, les collèges et les universités, craignant que le mouvement ne prenne une allure révolutionnaire à l'odeur de jasmin.

Elles mettent également en place un comité de sages à Koudougou et utilisent les chefs traditionnels, aujourd'hui véritables sbires du régime, pour rencontrer les associations d'élèves et les calmer.

Seulement voilà, les jeunes semblent déterminés. Alors que la reprise des cours devait se faire le 7 mars, à Koudougou un grand sit-in a été organisé à l'occasion duquel une grève de 72 heures à été votée pour que justice soit rendue aux camarades assassinés pendant les révoltes. À Ouagadougou, à l'appel des partis d'opposition, une marche, suivie d'un meeting sur la place de la révolution, a également été organisée. La journée du 7 mars a donc été plus que mouvementée partout dans le pays. Une dizaine de localités ont connu des manifestations et des commissariats ont été incendiés, des édifices publics vandalisés, des barricades érigées, des grèves et marches organisées.

De plus, le 11 mars, à l'appel de l'Association Nationale des Etudiants du Burkina (ANEB), une marche contre l'impunité et pour le jugement de tous les acteurs de ce crime crapuleux a été organisée. Partis de l'Université de Ouagadougou, 7000 étudiants se sont mis en route vers le siège de la Direction Générale de la Police Nationale. Rapidement bloqués par la police sur l'avenue Charles de Gaule qui mène au centre ville, les étudiants se sont organisés en front et se sont dirigés vers les commissariats de quartiers pour les incendier. Durant la marche, de nombreux étudiants ont été blessés par des jets de pierres et de lacrymogènes. Une vingtaine de personnes auraient été arrêtées. Durant cette marche de nombreux slogans visaient directement Blaise Compaoré et sa clique. Le mouvement semble donc s'élargir autour de revendications dépassant le meurtre du jeune Justin Zongo.

Depuis le début du mouvement, et en plein FESPACO, les enfants de Facebook, ont bien tenté d'élargir les revendications avec notamment la création d'un profil « Blaise Compaoré dégage |1| » ou en appelant à deux reprises à des mobilisations autour du rond-point des cinéastes, lieu symbolique en plein festival cinématographique. Mais peu de gens ont répondu présents. Le FESPACO semblait pourtant être un moment idéal pour faire entendre la grogne sociale...

Aujourd'hui, la jeunesse burkinabée est toujours dans la rue, mais il semble difficile de dire ce qui se passera dans les jours à venir si le reste de la population ne se mobilise pas à ses côtés. Alors que la grève de 72 heures de Koudougou touche à sa fin, une grève de 72 heures vient d'être décidée à Ouagadougou.« Les forces critiques » composées d'associations et de partis politiques d'opposition, qui avaient joué un rôle important dans le mouvement de contestation qui avait suivi l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, ne constituent plus un moteur de résistance depuis ces dernières années. Aujourd'hui, alors qu'elles ont toujours une forte capacité de mobilisation, elles se sont contentées de condamner les faits, ne cherchant pas à construire un rapport de force en faveur des populations en élargissant les revendications.

Blaise Compaoré, dégage !

24 ans de dictature et d'impunité ! Ça suffit, Blaise Compaoré dégage ! Arrivé au pouvoir par un coup d'État et l'assassinat de Thomas Sankara, Blaise Compaoré s'y maintient et compte bien y rester. Trucage des élections, changement de la constitution, rien ne semble l'arrêter. « Réélu en novembre au terme d'un scrutin contesté, avec seulement 1,5 millions de voix (soit 80% des suffrages exprimés !) dans un pays qui compte 16 millions d'habitants, il entend désormais modifier la constitution pour pouvoir conserver son fauteuil indéfiniment » |2|.

Son fauteuil, il le doit à ses amis de la françafrique qui, depuis quelques années, lui confèrent le statut de vieux sage et de faiseur de paix dans la sous-région, et à ses amis de Washington qui ont félicité le Burkina en le qualifiant de « bon élève du FMI ».

Le bon élève, pour le FMI, c'est celui qui paye ses dettes et qui applique les réformes économiques préconisées par l'institution, sans ce soucier de leurs impacts sur la population. Blaise Compaoré est, il est vrai, de ce point de vue, un élève modèle. En 2009, la dette publique extérieure du Burkina Faso atteint légèrement plus de 2 milliards de dollars |3| contre 832 millions de dollars en 1990. En 2009, le service de la dette s'est élevé à 52,3 millions de dollars.

En vingt ans de service, la politique de Blaise Compaoré a multiplié par deux et demi la dette extérieure publique du pays. Dans le même temps, un véritable programme de démantèlement des services publics a débuté, avec la signature en 1991 du premier plan d'ajustement structurel.

Comme ses confrères d'Afrique du nord, Compaoré a aujourd'hui de quoi s'inquiéter, la jeunesse burkinabée semble déterminée à mettre fin à ce trop long règne. « Le monde est un village planétaire et les échos des luttes contre les régimes dictatoriaux de l'Afrique du nord résonnent dans les consciences des jeunes du Burkina. La contagion des révolutions tunisienne et égyptienne menace le Burkina par la similitude des longs règnes et les pratiques des pouvoirs » |4|.

Notes

|1| http://fr-fr.facebook.com/people/Bl...

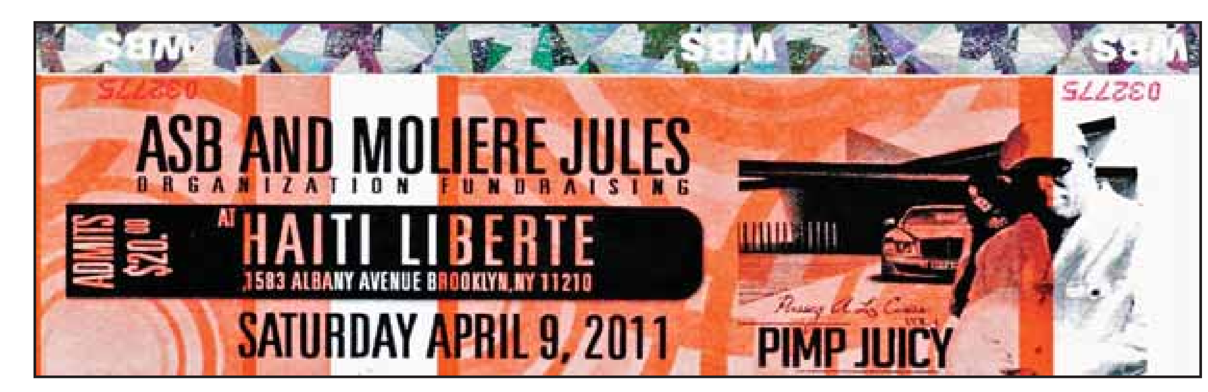
|2| http://survie.org/francafrique/burk...

|3| Le Burkina Faso en chiffre, édition 2010, INSD www.insd.bf

|4| http://www.independant.bf/article.p...

CADTM 14 mars





D'un certain Prince Guetjens aux Clefs de la Couleur


L'artiste Prince Guetjens, critique d'art

Par Franck Laraque

Pendant longtemps mon attention au cours de la lecture du journal « Haïti Liberté » s'est concentrée sur l'acuité , la maturité de l'éditorial de Berthony Dupont, la gaillarde et savoureuse critique de l'insanité de la politique haïtienne modelée dans l'incessante création d'une langue nouvelle par Fanfan Latour. Puis, il y a quelques mois s'est pointée l'oreille d'un certain Prince Guetjens, critique d'art. Mes seuls interprètes de tableaux étaient autrefois mon frère Paul et mon frère Guy qui, sans être peintres, possédaient le sens intuitif des couleurs et la compréhension des courbes et lignes. Pas moi. Je me suis toujours satisfait de la joie ou de l'émotion causée par une peinture. Jusqu'au jour où le nom Prince Guetjens aux résonnances picturales m'a sonné aux oreilles. Amusé, piqué de curiosité, conquis à mesure de la lecture de ses textes, j'ai soudain fait face à un univers jusqu'ici inconnu grâce à un critique d'art remarquable. Son analyse du film Black Swan, du jeu nuancé des deux magnifiques et intrigantes danseuses de ballet qui s'opposent tout en se complétant, m'a induit sur une telle voie. C'est cette découverte que je veux vous faire partager dans ses deux comptes-rendus artistiques, vibrants et condensés : « Jean Idélus Edmé : une palette populaire moderne »(Haïti Liberté ,2 -8 mars, 2011, p.20) et sous un titre lumineux : « Vidho Lorville : De l'autre côté du réel tactile »(Haïti Liberté 9-15 mars 2011,p. 20) ;

Dans le premier essai contenant deux tableaux, un petit village verdoyant et l'ébauche de deux pêcheurs sur un bois fouillé, Prince met l'accent sur une manière d'être, une conception du monde du peintre ainsi que sur la technique des couleurs, points, lignes etc Toutes ces caractéristiques exposées à nos regards qui les perçoivent seulement après le faire voir du critique qui nous les révèle. Oyez les deux passages suivants. Le premier sur la peinture d'Idélus comme écho :

La peinture d'Idélus fait écho à une réalité immédiatement perceptible qui charrie toute une manière d'être, une conception du monde qui permettent à tout un peuple d'exister parmi d'autres peuples, parce que, à l'instar des autres peuples, il a son port d'ancrage. Il suffit de résister à l'idée de regarder cette peinture au premier degré pour en découvrir tout son secret.

Le deuxième passage traite de la technique :

Couleurs, points, lignes et formes informent une réalité en milieu rural, mise en exergue, en superposant des plans articulés selon une certaine logique immédiatement reconnaissable à des yeux exercés, à voir à travers certaines fenêtres. Les personnages sont tout juste ébauchés pour donner aux spectateurs l'impression qu'ils évoluent dans le même environnement qu'eux. Pour construire en dur cette réalité illusoire, les couleurs viennent épouser des résultantes de points et de lignes dans une certaine adéquation avec des moments fixés par le temps sur la rétine de ceux qui identifient clairement un petit village verdoyant, traversé par un cours d'eau, avec des chaumes recouverts de pailles et des villageois qui y habitent.

« Vidho Lorville : De l'autre côté du réel tactile », que je me plais à répéter à cause de sa modulation et de sa référence implicite à l'autre côté du miroir, exhibe la magie de la chaleur, créée par des flammes couleur flamboyant qui se collent et se séparent avec la même fréquence en l'espace de cillements (sans-titre #2) . On s'imagine sans peine la combustion dans l'incinération des morts. Voici ce qu'en dit la plume-palette de Prince :

Des lueurs chaudes s'entrechoquent et se contrastent au contact parfois timide de la lumière et de l'ombre, qui soutiennent par endroits la présence tumultueuse de taches bleues, ocres brunes et vertes. Ce brasier qui ressemble à un magma postérieur à la fondation de quelque monde, ou a ce qui se passe à l'intérieur d'un volcan en activité, que seul l'art a la capacité de montrer, distribue de l'énergie à tout regard qui s'y risque. Et la répartition de la chaleur se réalise à partir d'un arrangement de couleurs, partant du rouge vers le blanc, en passant par l'orange et le jaune sans relais.

Dans (sans-titre #1) le rouge entrecoupé de vert et de blanc, de longs et court jets debout ou quelquefois couchés font penser au hasard objectif du surréalisme en peinture également.

Ces deux tableaux surtout offrent à Prince Guetjens l'occasion de nous prendre par la main et de nous conduire, une fois de plus, aux Clefs de la couleur. Comme l'éminent poète Anthony Lespès l'a fait jadis pour les Clefs de la lumière, le titre d'ailleurs de son recueil de poèmes.

Nous exhortons nos copains et internautes à vérifier personnellement notre contention en lisant les articles plus haut de Prince Guetjens qui a tenu à nous faire admirer les œuvres de Jean Idélus Edmé et de Vidho Lorvile et à nous inciter ainsi à acheter leurs peintures. Certains écrivains dont je fais partie se proposent de mener en diaspora une campagne destinée à une meilleure connaissance de nos écrivains et artistes et à l'achat de leurs productions dont Haïti ne se soucie guère. Le présent assaut du crétinisme contre la connaissance l'exige.

Franck Laraque
Professeur Emérite City College
New York

Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

Nous avions dès le début de ces discussions consacrées à la réflexion sur l'art, soumis les trois concepts clefs de la tradition occidentale de l'esthétique, c'est-à-dire : *poiesis*, *aisthesis*, et *catharsis* sans trop nous arrêter sur leur définition, dans le cadre de cette démarche, tendant à permettre aux lecteurs d'améliorer leur culture en ce qui concerne la philosophie de l'art.

Poiesis, compris comme pouvoir (savoir-faire) poïétique, désigne un premier aspect de l'expérience esthétique fondamentale. L'homme peut satisfaire par la création artistique le besoin général qu'il éprouve de se sentir de ce monde et chez lui dans ce monde.

En ce sens, l'homme peut dépouiller le monde extérieur de ce qu'il a d'étranger et de froid, pour en faire son œuvre propre, et atteindre de la sorte, à un savoir également distinct de la connaissance scientifique, conceptuelle, et de la praxis artisanale purement reproductrice, limitée par sa finalité.

Cette définition du premier aspect de l'expérience esthétique met en exergue, le pouvoir conféré à l'homme pour refaire le monde à chaque fois qu'il ne lui convenait pas. Loin d'être cloîtré par des frontières où le matériau formel lui est imposé d'en haut, l'homme dispose d'un territoire délimité par les seules frontières de son imagination pour permettre à l'art de féconder au rythme du renouvellement de l'espèce. Dans la prochaine parution, nous tenterons une définition aussi brève et accessible du second moment connu sous le nom de : aisthesis

Actualités Artistiques et Littéraires

Cette photo prise par le photographe Roberto Neumiller (Le Post.fr) connu sous le nom de *SOS SAHEL,* dit avec beaucoup de brio les conditions de la communication et particulièrement des transports en commun dans certains pays du Sud. Ce cliché qui revendique, compte tenu sa facture une attitude surréaliste, traduit une réalité se déroulant au cœur de la modernité. Il ne fait pas de doute que la plupart des passagers aient sur eux un *portable*, un *mp3* ou le dernier *iPOD*. Et pourtant, la distance est là.



Une manière de transport en commun ; plutôt originale

***Kriye** Bòde* est désormais considéré comme l'une des dates importantes dans le calendrier annuel de la communauté haïtienne de New York. Cet événement organisé par le chorégraphe Haïtien Péniel Guerrier, offre depuis plus de cinq ans à la culture haïtienne, une vitrine d'exposition dans l'un des plus célèbres temples de la danse à New York, the Alvin Ailey Dance situé à Manhattan. Cette année, l'événement est prévu au mois de Mai. Péniel Guerrier est professeur de danse folklorique dans plusieurs écoles à New York.



Les danseuses et danseurs de Kriye Bòde avec Peniel au milieu

Leo *Connection Pou La Vi* est le titre de l'album solo de l'artiste Leonel Juste, qui est aussi le chanteur principal de ce projet comportant dix titres avec une intro : *Regret*, *Profil*, *Pou La Vi*, *Liaison Parfaite*, *Feeling Good*, *Zanmi*, *Passion*, *Lavie + Ou*, *Fanm Kreyòl*, *Touman*. Les textes sont de Steven Michel et les mélodies de Leonel Juste, Jose Salvant et de Staford Phila. Plusieurs arrangeurs ont contribué à la réalisation de ce disque à tendance Konpa lòv. Ce projet a toutes les chances de faire son chemin dans l'étroit sentier de ce courant de musique haïtienne.



Pou La Vi de Leo Collection

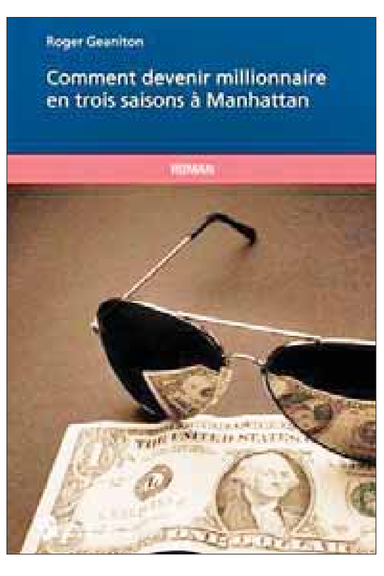
Les *Subways* de New York offrent à toutes les heures de la journée et de la nuit des performances de musiciens et de danseurs aux usagers des trains. Le vendredi 11 mars dernier à la centrale Atlantic - Pacific du *MTA Train,* nous avions été gâté par le doigté et l'élégance d'un quartet ; *Yaz Band* composé d'un batteur, d'un bassiste, d'un k-boardiste et d'un saxophoniste. Ces musiciens, dont le savoir-faire saute aux yeux avancent un peu sur la trace de célébrités comme Kenny G et d'autres figures qui ont également fait les Subways.



La formation Yaz Band en performance

Vient de paraître aux Editions Publibook à Paris

Comment devenir millionnaire en trois saisons à Manhattan de Roger Geaniton
666 pages



En vente dans toutes les bonnes librairies et sur l'Internet.

L'aube des sixties. Kennedy et la lune à bout de bras. Et pourtant la désillusion américaine va bientôt prendre le monde à la gorge. Un nouvel immigrant des îles découvre les coulisses des USA. Le pays de la philosophie du cow-boy. Des criminels, des politiciens. Des financiers. Des loups et des requins. Wall Street, la mafia, et une armée de pions ignorants. Businessman en devenir, Frank Grondin devra s'accrocher pour ne pas perdre son âme.

Loin de la carte postale, l'auteur dévoile les dessous historico-politiques des USA et d'Haiti en signant un roman initiatique.

Distribué par :
Gamma Press International
P.O. Box 4436 – Hollywood Fl 33081
Au prix promotionnel de $45 US, frais de port gratuits pour les USA

Regards Critiques

Copie Conforme : Entre le vrai et le factice

Un film du cinéaste iranien Abbas Kiarostami

Au *IFC Center Ciné*, situé à la sortie *west-4* du Subway à Manhattan, le dimanche 13 mars dernier, la salle # 1 affichait le plein pour accueillir *Copie Conforme* le premier film à tempérament hollywoodien, du réalisateur Iranien Abbas Kiarostani.

Copie Conforme, c'est l'histoire d'une rencontre entre un écrivain (William Shimell) et une galeriste (Juliette Binoche) dans un petit village italien du sud de la Toscane. En tournée pour présenter son livre sur l'art et ses copies en Italie, il va se retrouver dans le sillage d'une femme extraordinairement intéressée à l'histoire de l'art, sensible à la capacité d'une œuvre d'art de permettre à un être ou une action d'accéder à l'immortalité, mais aussi une femme amoureuse, prête à tout pour le garder auprès d'elle.



De gauche à droite William Shimell, le réalisateur Abbas Kiarostami et Juliette Binoche

JULIETTE BINOCHE
WILLIAM SHIMELL
copie conforme
Un film de Abbas Kiarostami
Sortie le 19 Mai

C'est avant tout une histoire on ne peut plus banale entre un homme et une femme. Une histoire universelle qui pourrait se dérouler dans n'importe quel endroit du globe et arriver à n'importe qui, jusqu'au moment où, un regard jeté comme par hasard fasse déclencher la vague des sentiments. À partir de ce moment, le Rubicon était franchi, c'est une campagne de séduction qui prend place au fur et à mesure, conduite avec maestria par la galeriste qui ne néglige absolument rien pour convaincre l'écrivain de rester à ses côtés.

Les deux tiers du film sont consacrés à un dialogue entre les deux protagonistes, dialogue qui se déplace d'un sujet à un autre mais, toujours ponctué par des allusions amoureuses. Dans un premier temps, l'écrivain devait remplacer ce mari qui vient de partir après quinze ans de vie commune, avant d'accepter d'entrer dans le jeu de la mimesis. L'histoire se déroule en une journée et en un lieu. Le décor constitué du patrimoine culturel et artistique vraiment riche de cette petite ville d'Italie avec sa cathédrale, ses monuments, ses galeries et d'autres lieux exotiques offre un attrait tout à fait particulier au contenu.

Abbas Kiarostami utilise ses matériaux dans une mise en scène où les spectateurs sont conviés à se balader dans un univers à plusieurs dimensions. Tantôt ils se retrouvent dans la trame d'un drame au second degré (le film), tantôt ils sont basculés dans un univers autre où les principaux acteurs sont tout aussi étrangers qu'eux. Cette manière de faire qui rappelle par trop, le tableau, d'abord inerte de Peter Greenaway, qui devient animé, et à l'intérieur duquel une histoire va se dérouler, poussant les spectateurs dans leurs dernières réserves en les incitant à remettre en question tout ce qu œils croyaient savoir sur le cinéma. Mais à la seule différence dans *Copie Conforme*, l'histoire ne revient pas au deuxième degré avant la fin du film. Autrement dit, il n'y a pas de résolution.

Les spectateurs sont pour ainsi dire, abandonnés à eux-mêmes dans une impasse située dans l'impasse principale sans aucune voie de sortie. Le réalisateur Abbas Kiarostami, s'est risqué à jouer pendant les deux tiers du film de l'incertitude d'une trame narrative avec des acteurs, s'exprimant dans trois langues (Français, Anglais, Italien) indifféremment. Pour sa première expérience de tourner dans une langue autre que sa langue maternelle : le Farsi, il n'est pas parvenu pour autant à compromettre son style.

Jeux d'acteurs parfait avec une meilleure présence pour Juliette Binoche, ce qui lui a valu le premier prix d'interprétation féminine au festival de cannes (2010). Éclairage parfait, malgré le fait que certaines scènes sont pratiquement filmées dans une extrême pénombre, parfois au sous-sol d'une galerie ou dans une cathédrale. *Copie Conforme* vient de consacrer le cinéma Iranien sur la scène internationale.

Copie Conforme est un drame d'1h 46 m, qu'il faut voir à tout prix.

Prince Guetjens
Critique d'art

Activités Culturelles au local du journal Haiti Liberté



"Le Développement de l'hydroélectricité en Haiti", tel a été le thème de la Conférence-débat présentée par l'Ingénieur Roosevelt René le samedi 26 février dernier



Le 5 mars dernier, l'artiste Jules Molière a signé son dernier CD « Passez à la Caisse, vol 4 »



Le 12 mars écoulé, "Yon Chans", le dernier CD de la talentueuse Jocelyne Dorismé, a connu un succès sans précédent lors de sa présentation



Au cours de la présentation du CD de Jocelyne, la poétesse Kertha et sa famille ont célébré avec l'assistance le 86ème anniversaire de sa mère Yvette